



FIDA
FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE
Conseil d'administration - Soixante-cinquième session
Rome, 2-3 décembre 1998

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À

LA RÉPUBLIQUE DE GAMBIE

POUR

LE PROJET DE FINANCEMENT RURAL ET D'INITIATIVES COMMUNAUTAIRES

TABLE DES MATIÈRES

TAUX DE CHANGE	iii
POIDS ET MESURES	iii
SIGLES ET ACRONYMES	iii
TERMES LOCAUX	iii
CARTE DE LA ZONE DU PROJET	iv
RÉSUMÉ DU PRÊT	v
NOTE DE PRÉSENTATION	vi
PREMIÈRE PARTIE - L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LA STRATÉGIE DU FIDA	1
A. L'économie et le secteur agricole	1
B. Enseignements tirés de l'expérience antérieure du FIDA en Gambie	3
C. Stratégie de collaboration du FIDA avec la Gambie	4
DEUXIÈME PARTIE - LE PROJET	5
A. Zone du projet et groupe cible	5
B. Objectifs et portée du projet	6
C. Composantes du projet	7
D. Coût et financement du projet	9
E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes	10
F. Organisation et gestion	11
G. Justification économique	12
H. Risques	12
I. Impact sur la condition des femmes	13
J. Impact sur l'environnement	13
K. Aspects novateurs	13
TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ	14
QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION	15
 ANNEXE	
RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ	17



APPENDICES

I.	COUNTRY DATA (DONNÉES SUR LE PAYS)	1
II.	PREVIOUS IFAD LOANS IN THE GAMBIA (PRÊTS ANTÉRIEURS DU FIDA À LA GAMBIE)	2
III.	LOGICAL FRAMEWORK (CADRE LOGIQUE)	3
IV.	QUANTITATIVE INPUTS, TARGETS AND KEY PROJECT FACTORS (APPORTS QUANTIFIÉS, OBJECTIFS ET FACTEURS CLÉS DU PROJET)	4
V.	COST AND FINANCING (COÛT ET FINANCEMENT)	6
VI.	ORGANIZATION AND MANAGEMENT (ORGANISATION ET GESTION)	8
VII.	ECONOMIC AND FINANCIAL ANALYSIS (ANALYSE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE)	12
VIII.	THE VISA CONCEPT AND EXPERIENCE IN THE GAMBIA (LA NOTION DE VISACA ET SON APPLICATION EN GAMBIE)	14

TAUX DE CHANGE

Unité monétaire	=	Dalasis (GMD)
1,00 USD	=	10,2 GMD
1,00 GMD	=	0,098 USD

POIDS ET MESURES

Système métrique

SIGLES ET ACRONYMES

CDP	comité directeur du projet
FAD	Fonds africain de développement
FED	Fonds européen de développement
IDA	Association internationale de développement
ONG	Organisation non gouvernementale
PIB	Produit intérieur brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PTBA	Programmes de travail et budgets annuels
TRE	Taux de rentabilité économique
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
USP	Unité de soutien au projet
VISACA	Association villageoise d'épargne et de crédit

:

TERMES LOCAUX

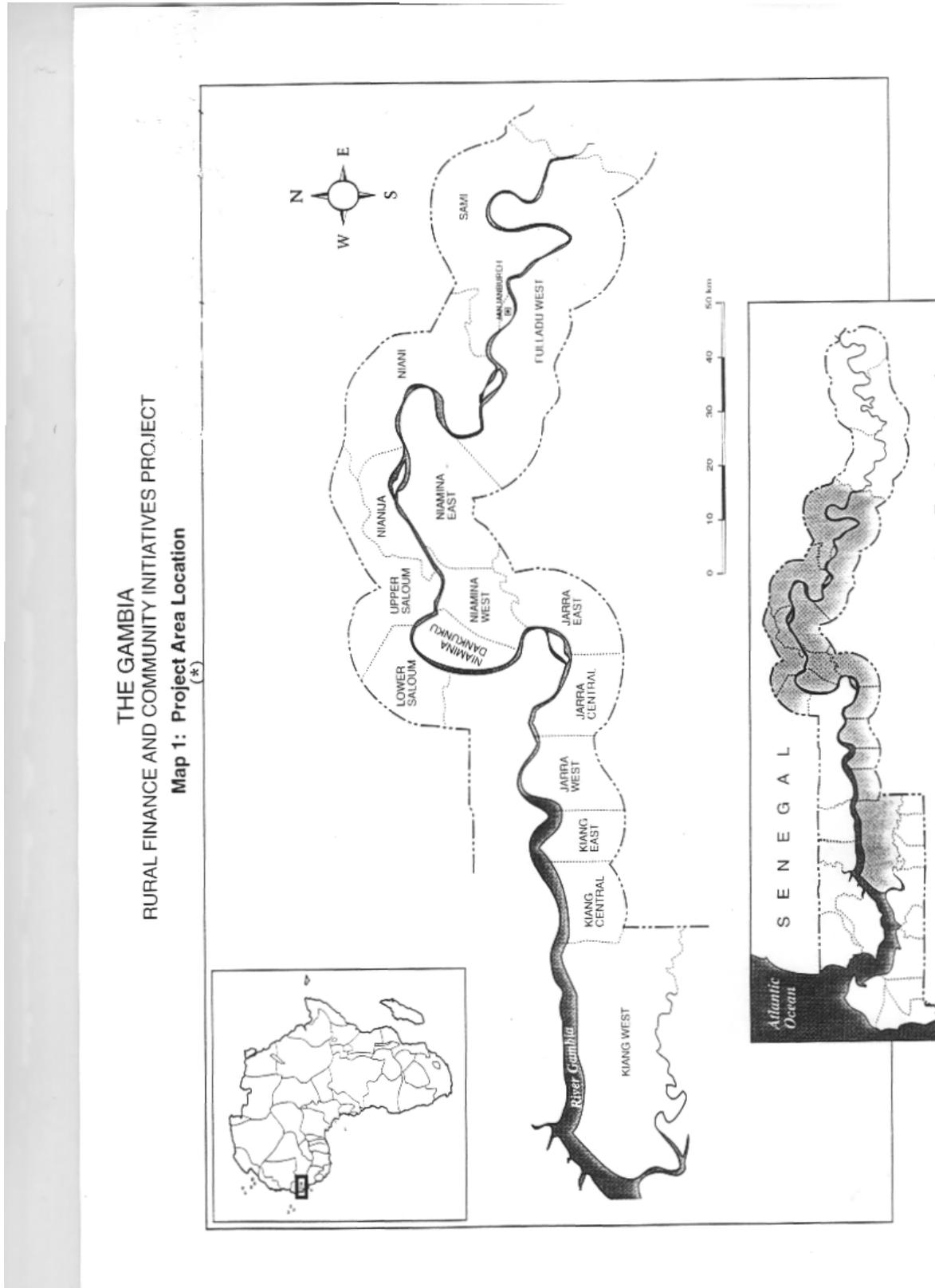
Kafo Terme qui servait auparavant à désigner les groupes d'âge/sexe, mais qui est de plus en plus utilisé pour désigner tout groupement. La plupart des villages ont un *kafo* de femmes auquel appartiennent toutes les femmes adultes (mariées) et un *kafo* d'hommes auquel appartiennent tous les hommes adultes. Des sous-divisions des *kafo* sont souvent créées à des fins particulières.

GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE GAMBIE

Année budgétaire

1^{er} juillet - 30 juin

CARTE DE LA ZONE DU PROJET



(*) Composantes appui à l'agriculture et renforcement des capacités des *kafo*.

Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés

RÉPUBLIQUE DE GAMBIE

PROJET DE FINANCEMENT RURAL ET D'INITIATIVES COMMUNAUTAIRES

RÉSUMÉ DU PRÊT

INSTITUTION À L'ORIGINE DU PROJET:	FIDA
EMPRUNTEUR:	République de Gambie
ORGANISME D'EXÉCUTION:	Ministère de l'agriculture
COÛT TOTAL DU PROJET:	10,64 millions de USD
MONTANT DU PRÊT DU FIDA:	6,6 millions de DTS (équivalant approximativement à 9,24 millions de USD)
CONDITIONS DU PRÊT DU FIDA:	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
COFINANCEUR:	Aucun ^a
CONTRIBUTION DE L'EMPRUNTEUR:	990 000 USD
CONTRIBUTION DES BÉNÉFICIAIRES:	410 000USD
INSTITUTION CHARGÉE DE LA PRÉÉVALUATION:	FIDA
INSTITUTION COOPÉRANTE:	FIDA

^a La Banque mondiale souhaiterait vivement s'associer au FIDA l'année prochaine pour l'exécution de ce projet.

NOTE DE PRÉSENTATION

Qui sont les bénéficiaires? La principale composante du projet, à savoir le renforcement des services financiers ruraux, bénéficiera directement à quelque 25 000 ménages ruraux (275 000 personnes) en renforçant et en élargissant le réseau des associations villageoises d'épargne et de crédit (VISACA), dont le nombre sera porté de 37 à 80 dans l'ensemble du pays. Les autres composantes du projet, qui sont l'appui à l'agriculture et le renforcement des capacités des *kafo*, seront mises en oeuvre dans deux des six divisions administratives rurales du pays et bénéficieront directement à 30 000 membres de 300 *kafo* (groupements villageois traditionnels) dans 150 villages. Environ 50% des bénéficiaires seront des femmes membres des VISACA et/ou leurs *kafo*.

Pourquoi sont-ils pauvres? Les personnes auxquelles s'adresse le projet sont pauvres car elles connaissent une insécurité alimentaire croissante. En effet, les possibilités de produire leurs propres aliments ou de vendre des produits agricoles pour acheter des vivres ont sensiblement diminué au cours des 25 dernières années, principalement du fait que les superficies cultivées et les rendements moyens sont restés les mêmes alors que la population a doublé. L'environnement est menacé en raison de la diminution des précipitations et de la demande pressante de terres. Les producteurs ruraux ont difficilement accès aux intrants, à l'information, à l'alphabétisation fonctionnelle et à l'infrastructure sociale et productive de base. Ils ne disposent que de moyens limités pour organiser et administrer les services communautaires indispensables. Les difficultés d'accès aux techniques appropriées, aux conseils et aux renseignements dont ils ont besoin en matière d'agriculture et d'élevage, de traitement et d'entreposage des produits agricoles, etc., constituent un autre obstacle majeur. L'accès limité au crédit ainsi que la faiblesse et le manque de viabilité des organisations communautaires viennent s'ajouter à ces difficultés.

Que fera le projet pour eux? Le projet contribuera à améliorer la sécurité alimentaire des ménages et du même coup à atténuer la pauvreté en palliant les failles critiques d'un effort de développement destiné à accroître la production alimentaire et les revenus de façon durable: i) en élargissant et renforçant le réseau VISACA de mutuelles villageoises de microfinancement constitué à l'initiative du FIDA, notamment grâce à la mise en place d'un cadre législatif et réglementaire, à la promotion de l'épargne et du crédit en milieu rural ainsi qu'au renforcement des institutions et des capacités des principaux partenaires dans le secteur des services financiers ruraux; ii) en aidant les *kafo* d'hommes et de femmes à améliorer la production agricole et animale tout en respectant l'environnement, à perfectionner les techniques existantes et à promouvoir des méthodes de communication participatives pour la diffusion de l'information et la sensibilisation; et iii) en renforçant les capacités des *kafo* en matière d'organisation, de planification et de suivi et leur donner ainsi les moyens de respecter leurs propres priorités de développement, d'améliorer l'accès des femmes et des hommes aux techniques de production et aux services sociaux et d'éliminer les obstacles à la sécurité alimentaire des ménages en appuyant des miniprojets qu'ils auront choisis et qu'ils mettront en oeuvre. Le projet aura trois composantes techniques: i) renforcement des services financiers ruraux; ii) appui à l'agriculture; et iii) renforcement des capacités des *kafo* ainsi que gestion, suivi et évaluation du projet.

Comment les bénéficiaires participeront-ils au projet? Les activités du projet sur le terrain seront déterminées par les choix et les priorités des bénéficiaires tels que définis dans le cadre de l'élaboration participative de plans d'action. Des équipes comprenant des représentants d'organisations non gouvernementales (ONG) en tant qu'animateurs et du personnel technique local aideront les bénéficiaires à se familiariser avec toutes les options de développement ainsi qu'avec les avantages, les risques et les coûts de différents types de miniprojets. La conception, la mise en oeuvre, le suivi et l'évaluation de caractère participatif seront encouragés au moyen d'instruments d'évaluation rurale participative. Les villageois et les villageoises participeront à la mise en place et à



la gestion de leurs propres VISACA en recevant une formation et une assistance technique jusqu'à ce que ces associations soient pleinement développées et dotées d'une administration autonome. Le projet encouragera les exploitants agricoles à se rendre dans d'autres exploitations et à constituer des réseaux d'agriculteurs, contribuant ainsi à favoriser un développement autonome, à participer eux-mêmes au projet et à procéder à des échanges d'idées entre les différentes zones du pays, voire de la région. Les bénéficiaires participeront à des consultations annuelles avec le personnel du projet et les partenaires d'exécution afin d'évaluer ensemble les progrès réalisés et d'affiner le projet.

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA
AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À
LA RÉPUBLIQUE DE GAMBIE
POUR
LE PROJET DE FINANCEMENT RURAL ET D'INITIATIVES COMMUNAUTAIRES

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant une proposition de prêt à la République de Gambie d'un montant de 6,6 millions de DTS (équivalant approximativement à 9,24 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables, en vue de contribuer au financement du Projet de financement rural et d'initiatives communautaires. Le prêt aura une durée de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de dix ans et sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an. Il est proposé de placer ce projet dû à l'initiative du FIDA sous la supervision directe du Fonds en raison de ses modalités novatrices de mise en oeuvre par des partenaires du secteur privé, ONG pour la plupart, sur la base de contrats. En outre, le projet porte essentiellement sur le microfinancement de l'agriculture, secteur dans lequel le FIDA a été la première institution à adopter la notion d'épargne mutuelle villageoise et de crédit. Le projet envisagé élargira le réseau de ces mutuelles à l'ensemble du pays et le renforcera.

PREMIÈRE PARTIE - L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL
ET LA STRATÉGIE DU FIDA¹

A. L'économie et le secteur agricole

L'économie

1. L'économie de la Gambie est caractérisée par une base étroite dominée par l'agriculture et le commerce, secteurs qui représentent chacun 25% du produit intérieur brut (PIB), tandis que la part du tourisme est de 10 à 12%, celle de l'industrie manufacturière (assemblage) et du bâtiment est de 7%, le reste, soit 31 à 33% correspondant aux services (transports, communications et services publics). L'arachide, qui constituait autrefois la principale source de devises, ne représente désormais plus qu'environ 14% de l'ensemble des recettes, dont 49% proviennent du tourisme et 30% du commerce de réexportation. Le PIB par habitant se situe à environ 365 USD. La Gambie est classée 165^e sur les 175 pays qui figurent dans l'Indice du développement humain pour 1997 du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Selon des études approfondies réalisées en 1993, un Gambien sur trois était classé comme pauvre (c'est-à-dire incapable de satisfaire ses besoins essentiels) et un sur sept comme extrêmement pauvre (c'est-à-dire incapable de satisfaire ses besoins alimentaires les plus élémentaires). À la date à laquelle ces études ont été réalisées, plus de 80% des Gambiens extrêmement pauvres vivaient dans les zones rurales.

2. À la suite d'une brusque dégradation de l'économie dans les années 80, le gouvernement a lancé, avec l'aide du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale et d'autres donateurs multilatéraux et bilatéraux, un programme de relance de l'économie, qui a été suivi en 1990 par le programme actuel de développement soutenu. L'un et l'autre comportaient des mesures destinées à stabiliser l'économie et à favoriser une croissance durable. En 1997, le PIB a atteint 3,8% en termes

¹ Pour plus de renseignements, voir l'appendice I.



réels, contre 2,7% en 1996 et 2,4% en 1995; le taux de change s'est déprécié de 2% et l'inflation s'est située à 3%. Un nouveau cadre a récemment été donné au programme de développement soutenu durable par un texte intitulé "La Gambie à l'horizon 2020", qui réaffirme l'attachement du gouvernement aux principes de l'économie de marché selon lesquels l'élan est donné par le secteur privé. Malgré les progrès sensibles réalisés depuis le lancement du plan de relance de l'économie, la Gambie se heurte encore à d'énormes difficultés structurelles, institutionnelles et financières: elle demeure vulnérable à une mauvaise conjoncture et trop fortement tributaire de l'assistance financière étrangère et d'activités aléatoires telles que le tourisme, le commerce de réexportation et les cultures pluviales.

Le secteur agricole

3. L'agriculture joue un rôle capital dans l'économie nationale: elle emploie plus de 60% de la population active et produit environ 80% des exportations. La production est caractérisée par une agriculture de subsistance à base de cultures pluviales peu productives, l'élevage traditionnel, la production semi-commerciale d'arachides et de quelques cultures secondaires et enfin par un sous-secteur important de pêche artisanale. La production a diminué pour la plupart des cultures, tombant de 145 000 t au milieu des années 70 à 46 000 t seulement en 1996 pour l'arachide, et de 26 000 t à moins de 20 000 t pour le riz. Les céréales secondaires, dont la production est passée de 39 000 t à environ 80 000 t par an, constituent une exception notable qui s'explique en grande partie par une expansion des superficies plantées en mil précoce en raison de la sécheresse. La part de l'élevage dans le PIB agricole, qui était de 4% en 1983, atteint actuellement 24%, en partie suite au recul des cultures dont il a été question plus haut. Le cheptel bovin est resté stable depuis 1979, tandis que les cheptels caprin et ovin ont augmenté de 25% et de 40% respectivement. Plus de 90% des paysans ont des moutons et des chèvres. La production animale est limitée par la maladie et la pénurie de fourrage en saison sèche.

4. Avant le Programme de relance de l'économie, le gouvernement avait appliqué une politique paternaliste d'intervention directe dans le secteur de la production, de la transformation et de la commercialisation des denrées agricoles. Les agriculteurs recevaient des engrais, des semences et des services mécaniques subventionnés, bénéficiaient de facilités de crédit à des conditions de faveur, recevaient des vaccins et des pesticides gratuits, etc. Dans le cadre des réformes entreprises, bon nombre des prix à la production ont été déréglementés pour les principales denrées (riz et arachides, par exemple), les engrais ont cessé d'être subventionnés et les effectifs des services agricoles ont été réduits de 20 à 30%. Les services d'appui technique aux exploitants agricoles sont fournis par deux unités au sein du Ministère de l'agriculture, à savoir le Département des services agricoles et le Département de l'élevage, ainsi que par plusieurs services spécialisés (gestion des sols et de l'eau, communications, technologie appropriée, planification, par exemple). Le Bureau de coordination des projets et des programmes du Ministère de l'agriculture assure la coordination des projets et des programmes financés par des donateurs. L'Institut national de recherche agricole s'intéresse essentiellement aux cultures et le Centre international de la trypanotolérance s'occupe de la recherche en matière d'élevage. Les opérations sur le terrain du Département des services agricoles et du Département de l'élevage ont été décentralisées et les effectifs aux échelons inférieurs et intermédiaires ont été réduits et leurs compétences accrues grâce à la formation et à l'appui fournis dans le cadre du Projet de services agricoles (312-GA). Ces deux départements ont mis au point des techniques prometteuses et seraient disposés à adopter une approche plus participative et fondée sur la demande, bien qu'ils n'aient ni la formation ni les fonds nécessaires pour mettre ces techniques à la disposition des paysans. L'appui au

développement communautaire est assuré principalement par des ONG, souvent en étroite collaboration avec le Département du développement communautaire, au sein du Ministère des autorités locales et des terres. L'approche des ONG est plus participative, repose sur une base plus large et fait intervenir des considérations sociales parallèlement à des critères de production.

Le secteur financier rural

5. Si, traditionnellement, le crédit était accordé directement dans le cadre de projets et/ou d'institutions financières placées sous le contrôle des pouvoirs publics, la politique actuelle du gouvernement consiste à créer des conditions économiques et réglementaires propices à l'expansion des institutions privées. Les banques commerciales ne disposent que de trois succursales en dehors de la région de Banjul et ne desservent pas les marchés financiers ruraux pour des raisons de coûts et de risques. Une multitude d'institutions financières hors-banque, y compris des ONG, des projets et le secteur parallèle (usuriers, amis et parents) constituent la principale source de crédit dans les régions rurales. Il en résulte des conditions tout aussi multiformes qui ne sont ni transparentes, ni rentables pour les paysans à court de ressources. Le réseau des VISACA², que le FIDA a lancé en 1988 dans le cadre du Projet des petits exploitants de Jahaly et Pacharr, et qui subsiste à ce jour, offre d'énormes possibilités de renforcement et de développement.

B. Enseignements tirés de l'expérience antérieure du FIDA en Gambie

6. À ce jour, le FIDA a financé cinq projets en Gambie pour un montant total d'environ 21,2 millions de USD³. Trois de ces projets ont été entrepris à l'initiative du FIDA et quatre ont été cofinancés, en particulier avec la Banque mondiale. Trois d'entre eux (Projet destiné aux petits exploitants de Jahaly et Pacharr, Projet de petits ouvrages de maîtrise des eaux et Projet de développement agricole des basses terres) étaient axés sur la production de riz dans les basses terres, qui est essentiellement une occupation féminine. Les contributions du Fonds au Projet de développement agricole II, dû à l'initiative de l'Association internationale de développement (IDA), et au Projet de services agricoles visent à renforcer les institutions de nature à favoriser la place que le FIDA accorde aux besoins des petits exploitants et des femmes. Les enseignements tirés de ces projets ont sans cesse été mis à profit pour l'élaboration des projets suivants, cela afin d'améliorer les résultats obtenus et d'accorder une large place à la participation des bénéficiaires. C'est ainsi qu'une plus grande importance encore a été accordée au renforcement des capacités des petits producteurs ruraux afin de définir leurs besoins et les difficultés qu'ils rencontrent, de rechercher des solutions adaptées aux conditions locales, d'assumer la responsabilité de la mise en oeuvre et de la gestion des projets et d'en évaluer l'impact. On a constaté que les groupements villageois traditionnels (*kafo*) offraient plus de cohésion et constituaient donc de meilleurs partenaires que les groupements créés à l'initiative de projets. En effet, le *kafo* est un aspect extrêmement important de la vie économique et sociale en Gambie et la plupart des villages en ont deux: l'un pour l'ensemble des femmes adultes et l'autre pour l'ensemble des hommes adultes. Au niveau du village, le *kafo* traite des questions d'intérêt général, mais des sous-divisions sont créées pour se charger d'activités ou de domaines particuliers. Parmi les autres enseignements tirés de l'expérience du FIDA, il y a lieu d'en citer quelques-uns qui sont énumérés ci-après. Les techniques à fort coefficient de capital ne sont pas viables dans les conditions socio-économiques qui caractérisent le secteur agricole en Gambie. Aussi bien les femmes que les hommes contribuent à assurer et à préserver la sécurité alimentaire des ménages et l'exclusion des hommes dans le cadre de projets antérieurs a en fait alourdi la charge qui pèse sur les femmes. Les initiatives de développement devraient être inspirées par des considérations liées à l'économie de marché. Des services de microfinancement viables sont absolument indispensables pour appuyer les investissements à l'échelon des villages et donc pour accroître les revenus dans les régions rurales. L'adoption de systèmes de sous-traitance des activités d'exécution à

² Voir appendice VII.

³ Voir appendice II.

des prestataires de services choisis à l'issue d'une procédure d'adjudication ouverte peut contribuer à atténuer les problèmes de gestion. L'expérience du FIDA concernant l'initiative des VISACA dont il a été question au paragraphe 5 et qui fait l'objet de l'appendice VII présente une importance particulière pour le projet envisagé. Cette initiative a suscité beaucoup d'intérêt parmi les petits exploitants, en particulier parmi les femmes qui représentent la moitié des membres: il s'agit de rassembler les fonctions d'épargne et de crédit au sein d'une banque locale détenue et administrée par les membres, qui définissent les critères et les règles applicables à la gestion des dépôts et des prêts. Un centre de promotion a été créé dans le cadre du Projet de services agricoles pour encourager et favoriser l'expansion des VISACA.

C. Stratégie de collaboration du FIDA avec la Gambie

Mesures antipauvreté de la Gambie

7. La stratégie adoptée par le gouvernement en matière de lutte contre la pauvreté, telle qu'elle est énoncée dans son Programme national de lutte contre la pauvreté, associe des mesures macro-économiques et des mesures sectorielles visant à encourager une croissance économique équitable et des services sociaux améliorés pour les pauvres. Des études approfondies réalisées en 1993 ont mis en lumière le caractère essentiellement rural de la pauvreté dans le pays et ont fourni les éléments qui sont à la base de la politique adoptée par le gouvernement. La coordination des projets dans ce domaine est assurée par le Bureau de coordination de la stratégie de lutte contre la pauvreté qui a été créé au Ministère des finances et des affaires économiques.

Activités de lutte contre la pauvreté d'autres donateurs importants

8. Après une nette réduction de l'aide étrangère suite au coup d'État de juillet 1994, les apports de fonds à la Gambie ont repris après le retour du pays à un régime constitutionnel en 1996, atteignant 44,5 millions de USD en 1996, contre 41,1 millions de USD en 1995 et des pointes de plus de 90 millions de USD avant le coup d'État. Parmi les activités actuellement menées par les donateurs pour lutter contre les difficultés liées à la pauvreté figurent notamment: appui aux initiatives villageoises par le biais duquel le Fonds européen de développement (FED) finance des microprojets choisis par les populations dans le cadre de programmes locaux de développement; programme pilote de sécurité alimentaire des ménages du PNUD visant les zones qui présentent un grave déficit alimentaire; programme de pays du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) axé sur la santé, l'éducation de base, l'eau potable/l'assainissement dans l'ensemble du pays. Le Fonds africain de développement (FAD) a récemment approuvé un Projet de lutte contre la pauvreté, d'une durée de quatre ans, destiné à réduire les déséquilibres socio-économiques et à renforcer les organisations de base et les autorités locales. Enfin, de nombreuses ONG ont des activités qui recourent généralement les secteurs sociaux et économiques. De nombreux donateurs, notamment des ONG, ont pour caractéristique commune d'insister sur les méthodes participatives et l'autonomisation, ce qui, ajouté à l'importance accordée aux infrastructures sociales, les rend éminemment capables de compléter l'action prioritaire du FIDA en faveur de la sécurité alimentaire durable des ménages.

Stratégie du FIDA en Gambie

9. En mai 1997, le FIDA et le Gouvernement gambien ont collaboré étroitement à la préparation d'un exposé des opportunités stratégiques de pays afin de préciser les domaines d'investissement préférentiels pour l'appui que le FIDA apportera à la Gambie à l'avenir. Parallèlement au développement des basses terres (qui fait déjà l'objet d'un projet approuvé en 1995), les domaines stratégiques ci-après figuraient notamment parmi ceux qui pouvaient recevoir l'aide du FIDA: i) appui pour rationaliser et développer les services de microfinancement rural à l'échelle nationale afin de faciliter l'accès aux techniques et aux intrants agricoles, aux méthodes améliorées de traitement et de commercialisation des produits, aux activités génératrices de revenus, etc.; et ii) amélioration de la sécurité alimentaire des ménages par le biais d'un appui à la diversification des

sources de revenus sur l'exploitation et en dehors et à la promotion des femmes. Ces axes stratégiques seront maintenus conformément à la stratégie institutionnelle du FIDA, dans laquelle l'accent est mis sur l'appui aux programmes conçus et mis en oeuvre avec la participation des bénéficiaires.

Raison d'être du projet

10. En Gambie, un ensemble d'éléments étroitement liés empêchent les paysans pauvres de tirer parti des possibilités existantes pour parvenir à la sécurité alimentaire et accroître leurs revenus: i) accès insuffisant aux sources de connaissances et d'information; ii) accès insuffisant aux services de microfinancement; et iii) difficulté à prendre en charge leur propre développement de façon durable. Le projet à l'étude aidera les populations rurales défavorisées à surmonter ces difficultés en tirant parti de l'expérience acquise par le FIDA au cours des 15 dernières années en Gambie. La stratégie du projet consistera à: i) mettre à profit le rôle "moteur" des mutuelles d'épargne et de crédit pour favoriser une évolution positive des moyens de subsistance dans les régions rurales et donc pour améliorer la sécurité alimentaire des exploitants agricoles, cela allant de pair avec un mécanisme de dons de contrepartie pour les grands investissements collectifs liés à l'amélioration de la sécurité alimentaire qui ne peuvent être financés par le crédit; ii) accroître l'aptitude des pouvoirs publics à fournir l'appui technique indispensable pour améliorer les techniques de production agricole et animale; et iii) renforcer les capacités de manière intensive à l'échelon local en travaillant en collaboration avec les *kafo* villageois traditionnels d'hommes et de femmes, qui existent dans toutes les agglomérations rurales en Gambie.

11. Les chances de réussite d'un projet dépendent de plusieurs éléments importants qui mettent à profit l'expérience acquise à l'échelon national, à savoir notamment: i) les résultats prometteurs obtenus par les VISACA en tant qu'instruments pour fournir des services financiers ruraux, y compris des services d'épargne et de crédit, d'un bon rapport coût-efficacité; ii) la présence de groupements et d'associations traditionnels stables qui font de plus en plus preuve d'esprit d'initiative et qui s'intéressent vraiment à la définition participative des priorités du développement; iii) des conditions matérielles, sociales et économiques favorables à toute une gamme de petits investissements ruraux; et iv) l'existence de méthodes standard simples, applicables à toute une panoplie de cultures et d'activités d'élevage importantes sur le plan local. Ces éléments constituent les bases essentielles du projet à l'étude, qui vise à améliorer l'accès de la population active pauvre dans les régions rurales à des services adéquats de microfinancement et donc à renforcer leur aptitude à assurer et maintenir leur propre développement, à accroître leurs revenus et donc à améliorer la sécurité alimentaire des ménages.

DEUXIÈME PARTIE - LE PROJET

A. Zone du projet et groupe cible

12. **Zone du projet.** Étant donné que l'axe principal du projet à l'étude consistera à renforcer et élargir le réseau des VISACA dans l'ensemble du pays, la composante renforcement des services financiers ruraux sera mise en oeuvre dans les six divisions rurales. La prestation de services déterminés par la demande pour l'appui à l'agriculture et le renforcement des capacités des *kafo* correspond à une approche tout à fait novatrice, en particulier s'agissant des services techniques publics. C'est pourquoi la mise en oeuvre de ces composantes commencera dans deux divisions, avec possibilité de l'étendre aux autres après le bilan à mi-parcours. La Division Lower River et la Division Central River ont été choisies à cet effet car elles sont essentiellement rurales et donc particulièrement vulnérables à la pauvreté, mais aussi parce qu'elles ne font pas actuellement l'objet d'un grand projet financé par des donateurs. Dans la Division Central River, le projet à l'étude contribuera à combler le



vide laissé par deux projets antérieurs du FIDA (Projet destiné aux petits exploitants de Jahaly et Pacharr et projet de petits ouvrages de maîtrise des eaux) qui portaient exclusivement sur la culture du riz dans les basses terres.

13. **Définition du groupe cible.** En Gambie, la pauvreté est généralisée et essentiellement rurale. Des études approfondies n'ont pas permis d'établir de liens précis entre la pauvreté et les groupes ethniques, la dimension des villages, ou même les grands groupes socio-économiques. Cette grande uniformité masque toutefois la présence de poches de pauvreté aiguë dans l'ensemble du pays. Les villages qui en sont victimes ont en commun un accès insuffisant à l'information et aux possibilités de développement. Environ 60% de l'ensemble des Gambiens vivent dans les zones rurales, soit au total 720 000 personnes réparties entre environ 65 000 ménages (estimations de 1997). Les ménages ruraux se composent d'un plus grand nombre de personnes que les ménages urbains (11 à 12 personnes contre huit à neuf), dont quatre adultes en âge de travailler. La sécurité alimentaire se trouve garantie lorsque plusieurs ménages forment un système complexe d'agriculture au sein d'une concession, groupe dans lequel les hommes et les femmes se consacrent à différentes cultures dans des conditions agro-écologiques distinctes sous la direction globale du chef de la concession (le père ou le frère aîné). Plus de 90% des ménages ruraux ont aussi de petits ruminants et de la volaille dont la moitié au moins appartiennent aux femmes. Le projet visera environ 100 000 petits producteurs ruraux (25 000 ménages) dans l'ensemble du pays en améliorant leur accès aux services financiers ruraux. Par ailleurs, 30 000 producteurs dans 150 villages défavorisés dans la Division Lower River et dans la Division Central River bénéficieront également d'un appui agricole et du renforcement des capacités. L'expérience à ce jour montre que plus de la moitié des bénéficiaires du projet seront des femmes. Les concessions diffèrent peu d'un village à l'autre, mais de grandes différences peuvent exister au sein même des concessions, en particulier entre coépouses. La pression du groupe par le biais des *kafo* villageois de femmes joue un rôle important dans l'élimination de ces inégalités.

14. **Mécanismes de ciblage.** Le ciblage n'est ni souhaitable ni indispensable en ce qui concerne la composante renforcement des services financiers ruraux pour les raisons suivantes: i) cela risquerait d'affaiblir l'idée que les VISACA appartiennent à leurs membres, qui en définissent les règles et règlements; et ii) le ciblage s'opère automatiquement avec le système des VISACA, étant donné que la modicité et la courte durée des prêts ne sont pas de nature à attirer les personnes relativement plus aisées. Le mécanisme de ciblage envisagé pour les deux autres composantes comprend une première étape au cours de laquelle des groupes de villages défavorisés seront recensés à partir de critères objectifs, comme par exemple: i) dépendance à l'égard de l'agriculture et de l'élevage, qui sont les principales sources de revenu; ii) une période de "disette" de quatre mois ou plus; iii) une base de production menacée par la dégradation des ressources naturelles; et iv) acceptation par les dirigeants du principe d'égalité des *kafo* d'hommes et de femmes à l'appui fourni dans le cadre du projet. Au cours de l'étape suivante, aussi bien les groupements de femmes que ceux d'hommes devront répondre à un certain nombre de critères pour pouvoir être retenus, par exemple: a) être représentatifs de toutes les catégories socio-économiques du village; et b) être disposés à garantir que les membres les plus vulnérables s'associeront aux activités qui bénéficieront d'un appui. Si le groupe villageois est trop important ou si l'activité envisagée n'intéresse que quelques membres, un sous-groupe pourra être constitué, avec obligation d'y inclure un ou plusieurs villageois particulièrement vulnérables.

B. Objectifs et portée du projet

15. Comme il ressort du cadre logique joint à l'appendice III, le but du projet est de contribuer à améliorer la sécurité alimentaire et les revenus des ménages. Pour ce faire, il visera à: i) accroître la production et les revenus agricoles et non agricoles en renforçant et en élargissant le réseau des VISACA; ii) promouvoir, en vue d'améliorer la sécurité alimentaire des ménages, des activités



choisies, menées et gérées par les groupements villageois d'hommes et de femmes. Dans ce contexte, le projet se fixera plusieurs objectifs spécifiques axés sur les résultats énoncés pour chaque composante dans le cadre logique.

16. Le projet, qui privilégie la pérennité des activités, le développement des capacités ainsi que la participation et l'autonomisation des bénéficiaires, devra s'appuyer sur une approche souple tenant compte des ressources humaines disponibles ainsi que des besoins, aptitudes et aspirations des bénéficiaires et des partenaires - autant d'éléments qui ont été vérifiés lors de consultations avec les futurs bénéficiaires et dont l'analyse a été complétée par un travail mené en étroite collaboration avec une équipe spéciale interne mise en place pour collaborer avec les missions chargées de la conception du projet. La décision de renforcer le financement extérieur pour des investissements dans l'agriculture, l'horticulture, l'élevage et les infrastructures villageoises doit être précédée de la mise à l'essai de certains aspects novateurs de l'approche adoptée. Aussi le projet sera-t-il exécuté en deux étapes. Durant les trois premières années, on continuera à acquérir l'expérience voulue, et un bilan à mi-parcours sera fait vers la fin de la troisième année. C'est à partir des résultats de ce bilan et des recommandations formulées qu'il sera décidé de passer ou non à l'étape de consolidation, en élargissant éventuellement les activités aux quatre autres divisions rurales du pays. Dans sa conception même, le projet inclut donc des mécanismes visant à adapter sa portée et ses activités en fonction de l'expérience acquise et des résultats enregistrés durant la première étape.

C. Composantes du projet

17. Pour parvenir aux objectifs fixés, le projet comportera trois composantes techniques - renforcement des services financiers ruraux, appui à l'agriculture et développement des capacités des *kafo* - auxquelles viendront s'ajouter la gestion ainsi que le suivi et l'évaluation du projet.

18. La principale composante est le **renforcement des services financiers ruraux**, qui a trois objectifs: i) accélérer et rationaliser le développement des services financiers ruraux dans l'ensemble du pays, en particulier prêter une aide afin d'élaborer un cadre législatif et réglementaire pour ces services; ii) contribuer au développement des capacités des principaux acteurs (ONG partenaires, administrateurs et caissiers des VISACA, comités de VISACA) dans le domaine du financement rural; iii) procurer des ressources afin de résoudre les problèmes d'infrastructure qui contribuent à l'insécurité alimentaire des ménages. Le projet consistera à revitaliser 18 des 37 associations existantes et à financer la création et la dotation en matériel de 43 nouvelles VISACA pour porter leur nombre à 80. Les ONG partenaires qui ont aidé à créer les VISACA existantes seront engagées sur une base contractuelle et bénéficieront d'une formation et d'un appui opérationnel qui leur permettront de fournir en permanence aux associations une formation intensive et une assistance technique pour les questions de financement rural, la gestion du portefeuille de prêts, etc. Le centre de promotion des VISACA sera renforcé de manière à familiariser les ONG partenaires avec le principe qui sous-tend ces associations, à homologuer ces ONG comme agents de promotion des VISACA et à suivre l'impact des activités parmi les associations membres. Des institutions financières hors-banque seront chargées d'administrer deux lignes de crédit: a) un mécanisme de refinancement qui aidera les VISACA à surmonter les problèmes de liquidités et b) un mécanisme de crédit à moyen terme pour combler une lacune en matière de financement rural. Enfin, il sera créé un fonds de partenariat agricole en vue d'octroyer des dons de contrepartie en faveur de miniprojets à court terme (choisis par les *kafo*) et de projets à plus long terme de renforcement des infrastructures villageoises qui ne peuvent être financés par des prêts en raison de leur dimension ou de leur nature. Pour être pris en considération, les projets devront s'attaquer aux facteurs d'insécurité alimentaire des ménages, mais on aidera les bénéficiaires à trouver un appui pour des activités ne rentrant pas dans le cadre de ces projets.



19. Les capacités de l'unité de la banque centrale chargée de suivre et de superviser les activités de financement rural seront renforcées grâce à une formation appropriée, à des visites interréseaux dans des pays possédant un bon système de mutuelles de microcrédit décentralisé et, enfin, à une assistance technique à court terme. On fera comprendre aux VISACA l'utilité de créer une organisation faîtière chargée de les représenter lors de la formulation des grandes orientations, de négocier des accords préférentiels avec des banques commerciales et peut-être même de gérer un mécanisme de couverture des risques.

20. **Appui à l'agriculture.** Les objectifs de cette composante sont les suivants: i) aider les membres des *kafo* à accroître et diversifier leur production en vue d'assurer leur sécurité alimentaire et de la renforcer en augmentant les quantités de produits qu'ils consomment et qu'ils vendent, en particulier fournir un modeste financement pour des investissements stratégiques dans des infrastructures de commercialisation; ii) renforcer l'aptitude des services techniques publics à encourager le développement participatif et promouvoir les techniques existantes; iii) s'attaquer aux problèmes d'environnement. Un maximum de dix agents des départements concernés (Agriculture et élevage) dans la Division Lower River et la Division Central River recevront la même formation aux techniques participatives que les membres des équipes d'animation de division qui seront créées dans le cadre de la composante développement des capacités des *kafo*. En plus des compétences techniques qu'ils fourniront pour l'analyse et la planification participative des activités de développement prévues dans cette composante, ils travailleront en étroite collaboration avec les auxiliaires villageois dont ils compléteront la formation (ces auxiliaires seront choisis par leur *kafo* pour recevoir une formation afin de fournir des compétences et des services locaux en matière d'agriculture/lutte intégrée contre les ravageurs ainsi que d'élevage/santé animale et pour organiser des activités de recherche et de démonstration participatives sur des thèmes choisis par les paysans). Un système de bons d'achat, mis en place à titre expérimental, permettra de mieux répondre aux besoins prioritaires des paysans et leur donnera un pouvoir d'action vis-à-vis des services techniques.

21. La composante **développement des capacités des *kafo*** a pour but d'aider les groupements traditionnels d'hommes et de femmes à: i) développer leurs capacités d'organisation, de planification et de suivi pour pouvoir exécuter des activités correspondant à leurs propres priorités de développement; ii) avoir plus largement accès aux services techniques et sociaux; iii) avoir accès au fonds de partenariat agricole; iv) promouvoir des démarches de communication participatives pour la diffusion de l'information, la sensibilisation et la collecte de données utiles pour la gestion ainsi que le suivi et l'évaluation du projet. Il sera créé dans les divisions des équipes d'animation composées de personnel des services techniques publics (développement communautaire, agriculture, élevage) et de membres des ONG partenaires qui bénéficieront d'une formation intensive et d'un appui opérationnel pour être mieux à même d'encourager une approche authentiquement participative renforçant l'autonomie paysanne. Dans le cadre d'un partenariat entre les groupes de bénéficiaires, les organismes publics ainsi que les partenaires d'exécution et sous-traitants privés, les équipes aideront les groupes à participer à l'analyse et au recensement des problèmes ainsi qu'au classement des activités de développement par ordre de priorité, démarche qui sera suivie - toujours avec la participation des groupes bénéficiaires - par la conception et la planification détaillée de l'exécution, la gestion des activités d'entraide ainsi que le suivi et l'évaluation. Les chefs de groupe suivront une formation en gestion et recevront une aide pour mettre au point, en respectant les critères fixés, des projets susceptibles d'être financés par le fonds de partenariat agricole ou par d'autres donateurs, pour mener/suivre ces projets et en évaluer l'impact. Une formation intensive portant sur les techniques participatives, les problèmes spécifiques des femmes et des personnes âgées ainsi que sur les stratégies d'autonomisation sera dispensée à une soixantaine de membres des équipes d'animation, y compris le personnel des départements de l'agriculture et de l'élevage. Après une période initiale au cours de laquelle tous les acteurs seront familiarisés avec les finalités, les objectifs et les méthodes du projet, les activités d'information/

éducation/communication garantiront que l'information circule bien entre les groupes et villages et leurs partenaires, qu'il s'agisse d'ONG ou de services publics. On s'attachera tout particulièrement à assurer une rétro-information et à réagir en conséquence.

22. Comme pour le programme de développement agricole des basses terres, la coordination de l'exécution des trois composantes sera confiée à une unité de soutien au projet (USP) rattachée au bureau de coordination des projets du Ministère de l'agriculture et qui aura pour tâche d'appuyer, de coordonner, de superviser et de suivre les activités. L'USP, qui ne comprendra que cinq responsables secondés par un minimum de personnel technique, devra recenser les partenaires d'exécution, établir les contrats de partenariat et surveiller l'exécution des tâches. Deux agents de terrain seront affectés l'un dans la Division Lower River et l'autre dans la Division Central River pour superviser de près les activités, en particulier la formation et la planification participative.

D. Coût et financement du projet

23. Le coût total du projet, droits et taxes compris, est estimé pour les six années à 10,64 millions de USD, dont 4,99 millions - soit environ 47% - en devises. Le montant estimatif des droits et taxes est de 610 000 USD. Les provisions pour aléas financiers et aléas d'exécution sont estimées à 1,09 million de USD et 220 000 USD, respectivement, soit 12% et 2% du coût de base du projet. Celui-ci sera financé par le FIDA, le gouvernement et les bénéficiaires. Le prêt du FIDA, d'un montant de 9,24 millions de USD, financera 87% de l'ensemble des coûts du projet. Le gouvernement financera 990 000 USD (9%), ce qui représente la totalité des droits et taxes, les coûts afférents aux locaux de l'USP et aux agents de terrain, ainsi que 50% des lignes de crédit. La contribution des bénéficiaires est estimée à 410 000 USD (4%), ce qui comprend la main-d'oeuvre, 14% du fonds de partenariat agricole et 11% du coût de la construction ou de la rénovation des locaux des VISACA. Les coûts du projet et son plan de financement sont récapitulés dans les tableaux 1 et 2 ci-dessous.

TABEAU 1 - RÉSUMÉ DES COÛTS DU PROJET^a
(en milliers de USD)

Composante	Monnaie locale	Devises	Total	% en devises	% des coûts de base
Renforcement des services financiers	2 774	2 627	5 401	49	58
Appui à l'agriculture	651	894	1 545	58	17
Développement des capacités des <i>kafo</i>	747	434	1 181	37	13
Gestion du projet et suivi-évaluation	626	574	1 200	48	13
Total des coûts de base	4 798	4 529	9 327	49	100
Provision pour aléas d'exécution	146	76	222	34	2
Provision pour aléas financiers	699	389	1 088	36	12
TOTAL DES COÛTS DU PROJET	5 643	4 994	10 637	47	114

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

TABLEAU 2 - PLAN DE FINANCEMENT^a
(en milliers de USD)

	FIDA		Gouvernement		Bénéficiaires		Total		Devises	Monnaie locale (hors taxes)	Droits et taxes
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%			
Renforcement des services financiers	5 132	83	607	10	414	7	6 153	58	2 907	2 938	309
Appui à l'agriculture	1 630	94	101	6	-	-	1 731	16	974	656	101
Développement des capacités des <i>kafo</i>	1 252	91	119	9	-	-	1 371	13	478	806	87
Gestion du projet et suivi-évaluation	1 221	88	161	12	-	-	1 382	13	634	634	113
Total des décaissements	9 235	87	988	9	414	4	10 637	100	4 993	5 034	610

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes

24. **Passation des marchés.** Les achats de véhicules pour la première année du projet feront l'objet d'appels d'offres internationaux. Pour les achats ultérieurs de véhicules, on comparera au moins trois devis de fournisseurs locaux. Les marchés relatifs à l'achat de biens et de matériel ainsi qu'à des travaux de génie civil d'un montant global inférieur à 500 000 USD mais supérieur à 50 000 USD seront passés selon les procédures d'appels d'offres locaux. Les achats d'un montant inférieur à 50 000 USD mais supérieur à 10 000 USD se feront au meilleur prix sur le marché, avec présentation d'au moins trois devis. Les marchés d'un montant inférieur à 10 000 USD feront l'objet d'achats directs auprès de fournisseurs locaux. Les travaux de génie civil, du fait de leur dispersion, ont peu de chances d'intéresser des soumissionnaires internationaux et la préférence sera donnée à des entrepreneurs locaux désignés par les *kafo*, villages ou VISACA partenaires. Les contrats relatifs aux services de consultants, dont le mandat, les qualifications et les conditions de service devront être agréés par le FIDA, seront attribués selon des normes internationalement acceptées.

25. **Décaissements.** Les décaissements relatifs à l'achat des véhicules et du matériel ainsi qu'aux services de consultants et au crédit se feront sur présentation des documents justificatifs. Pour les travaux de génie civil, la formation locale et les dépenses de fonctionnement, les salaires supplémentaires et les contrats locaux, ils se feront sur présentation des relevés de dépenses certifiés. Les pièces justificatives des retraits effectués sur présentation des relevés de dépenses seront conservées par l'USP pour être inspectées lors des missions de supervision et des opérations de vérification des comptes. Un compte spécial sera ouvert pour le projet auprès de la banque centrale de Gambie ou d'une banque commerciale ayant l'agrément du FIDA. À l'entrée en vigueur du prêt, le Fonds déposera l'équivalent de 500 000 USD à ce compte, qui sera périodiquement réapprovisionné selon les procédures du Fonds. D'autre part, il sera ouvert auprès de la banque centrale un compte du projet où l'emprunteur fera un dépôt initial de contrepartie de 40 000 USD pour la première année. Ce compte sera réapprovisionné d'avance chaque année. La date de clôture du prêt est fixée au 31 décembre 2005.

26. **Comptabilité et vérification des comptes.** Tous les organismes d'exécution associés au projet tiendront une comptabilité distincte des activités menées avec des fonds du projet. Le comptable de l'USP veillera à ce que tous les comptes soient tenus conformément aux pratiques officielles agréées par le FIDA. Il préparera tous les six mois des relevés de comptes récapitulatifs du projet qui seront soumis au FIDA. Tous les organismes d'exécution devront lui donner accès aux comptes ayant trait aux activités qu'ils mènent. Les comptes vérifiés et le rapport du commissaire aux comptes, assorti d'un avis distinct sur les relevés de dépenses, seront transmis au FIDA dans les six mois suivant la fin de l'année budgétaire. Avant l'entrée en vigueur du prêt, l'USP mettra en place ses propres systèmes de comptabilité et de contrôle interne qui seront installés par un bureau d'experts comptables.

F. Organisation et gestion

27. Les mesures adoptées pour le programme de développement agricole des basses terres ont fait la preuve de leur efficacité et seront reprises pour le projet envisagé. Sous la responsabilité générale du Ministère de l'agriculture, la supervision du projet sera confiée au bureau de coordination des projets, qui a à sa tête un secrétaire permanent adjoint. Il sera créé un comité directeur du projet (CDP), composé de représentants de tous les partenaires et présidé par le Secrétaire permanent à l'agriculture. Le CDP se réunira régulièrement deux fois par an et ponctuellement en fonction des besoins. Il sera notamment chargé d'examiner les questions de caractère général, d'examiner et d'approuver les programmes de travail et budgets annuels (PTBA) ainsi que d'approuver les principaux contrats passés avec les partenaires d'exécution. La gestion et la coordination du projet seront confiées à une USP créée spécialement pour la durée du projet au bureau de coordination des projets du Ministère de l'agriculture et dirigée par un coordonnateur de projet. L'USP assurera les tâches suivantes: i) gestion et coordination de l'exécution des différentes composantes du projet; ii) préparation des PTBA globaux et autorisation des dépenses; iii) sélection des organismes d'exécution et attribution des contrats; iv) supervision et suivi réguliers des activités sur le terrain; v) évaluation et approbation des propositions portant sur la création de VISACA et sur les miniprojets que financera le fonds de partenariat agricole; vi) établissement de rapports périodiques sur l'exécution du projet. Le recrutement du coordonnateur de projet à l'USP et des autres cadres, y compris l'assistant administratif/secrétaire principal, se fera dans la transparence selon un processus de sélection approuvé par le FIDA.

28. **Participation des bénéficiaires.** Le projet est conçu de telle sorte que toutes les activités de terrain dépendent des choix des bénéficiaires et des priorités qu'ils auront fixées. À l'aide de méthodes participatives, les animateurs aideront les bénéficiaires à évaluer l'ensemble de la gamme des options existantes en matière de développement, ainsi que les avantages, les risques et les coûts de chaque miniprojet. Ensuite, les plans d'action seront formulés et mis en oeuvre et leur application sera suivie selon les mêmes méthodes. Les bénéficiaires contribueront en partie au financement des miniprojets, en espèces et/ou en nature. Les VISACA seront mises sur pied et gérées entièrement par les bénéficiaires, moyennant une formation et une orientation tout au long de la durée du projet.

Rapports, suivi et évaluation

29. **Rapports.** Tous les partenaires d'exécution établiront des rapports d'activité trimestriels à partir desquels l'USP préparera les rapports d'activité semestriels qu'elle présentera au FIDA. Il s'agira de faire le point de l'état d'avancement du projet, notamment de la situation financière. Un **suivi** sera également assuré par tous les partenaires d'exécution, à la fois pour fournir à l'USP des renseignements utiles pour la gestion des opérations et pour suivre les effets du projet sur les bénéficiaires. Les données seront intégrées dans le système informatique de gestion qu'il est prévu de mettre en place dès le lancement du projet. Étant donné que celui-ci privilégie le partenariat avec les *kafo* et les VISACA, les premiers comme les secondes participeront activement au suivi, qui portera sur l'efficacité des services offerts aux bénéficiaires (délai de réaction, nombre de demandes, délai requis pour traiter les demandes, nombre de bénéficiaires, etc.) ainsi que sur le travail accompli par les partenaires d'exécution. L'accent sera mis sur l'élaboration de paramètres permettant de mesurer les résultats en fonction des objectifs fixés lors de la préévaluation et dans les PTBA. En ce qui concerne l'**évaluation**, tous les bénéficiaires, hommes et femmes, seront invités à analyser les incidences de leur participation au projet à l'occasion de réunions annuelles d'évaluation participative auxquelles les VISACA et *kafo* bénéficiaires enverront des représentants chargés de faire part de leur expérience et de suggérer des améliorations. L'USP rassemblera des données pour les évaluations d'impact, à partir des informations recueillies dans le cadre de l'enquête initiale qui sera faite lors du lancement du projet. Le FIDA, en étroite collaboration avec l'emprunteur, fera vers la fin de la troisième année un bilan à mi-parcours afin d'évaluer les

résultats obtenus et les problèmes rencontrés en cours d'exécution et de voir s'il faut remanier la conception du projet, en changer la portée, etc. On s'intéressera tout particulièrement à l'expérience acquise dans le cadre du fonctionnement des deux lignes de crédit.

G. Justification économique

30. **Production, commercialisation et prix.** Bien que modeste par rapport à l'ensemble de la demande, tant en Gambie qu'au Sénégal, le surcroît de production de tubercules et de mil est extrêmement important pour la sécurité alimentaire des ménages, étant donné le faible niveau d'autosuffisance alimentaire en milieu rural. Cette production supplémentaire ne risque donc pas d'avoir d'effet négatif sur les marchés et les prix. La mise en place d'infrastructures appropriées sur les principaux marchés locaux et l'accès plus facile aux moyens de stockage et de traitement des denrées grâce au crédit et au fonds de partenariat agricole faciliteront la commercialisation des légumes et des produits de l'élevage.

31. **Avantages et bénéficiaires.** Le projet aidera à créer localement des institutions durables de microfinancement capables d'assurer un développement autogéré. Un autre grand avantage du projet sera de contribuer à développer les capacités indispensables à l'autonomisation des ruraux, pour qu'ils parviennent à maîtriser leur destinée sur le plan économique. Les principaux avantages seront de plusieurs ordres: i) renforcer les capacités des *kafo* d'hommes et de femmes et accroître leur participation à la prise des décisions; ii) faciliter durablement l'accès à des services financiers implantés et gérés localement et adaptés aux besoins des ruraux, notamment en matière de sécurité de l'épargne; iii) donner accès à des infrastructures propres à renforcer la sécurité alimentaire des ménages; iv) améliorer l'accès aux débouchés; v) développer l'esprit d'entreprise et l'initiative privée. Tous ces avantages permettront d'accroître la production de denrées commercialisées et donc d'augmenter les revenus des producteurs ruraux pauvres, notamment des femmes, ce qui contribuera à la sécurité alimentaire des ménages. Le projet bénéficiera directement à 100 000 personnes membres des 80 VISACA qui seront renforcées ou créées. Au moins 45% des bénéficiaires seront en principe des femmes. Les composantes appui à l'agriculture et développement des capacités des *kafo* porteront sur 150 villages, soit au total environ 30 000 membres de *kafo* (15 000 femmes et 15 000 hommes). À peu près 3 750 ménages tireront parti de l'amélioration de l'élevage d'espèces à cycle court (petits ruminants et volailles).

32. **Viabilité économique.** L'analyse économique du projet se fonde sur les hypothèses suivantes: i) une durée de vie du projet de 20 ans; ii) une période d'investissement de cinq ans; iii) des prix exprimés en valeur constante d'août 1998; iv) un coût d'opportunité du capital de 12%. Toutes les dépenses d'investissement et les dépenses renouvelables ont été prises en compte. Étant donné qu'il est difficile de chiffrer la plupart des avantages mentionnés plus haut, seul a été pris en considération le surcroît de production obtenu grâce aux activités des *kafo* et aux VISACA bénéficiant d'un appui. Le taux de rentabilité économique (TRE) est estimé à 23%. Un accroissement des coûts de 10% le ramène à 21%, et un recul des avantages de 10% le ramène à 20%. Un retard d'un an dans la concrétisation des avantages fait chuter le TRE à 18%.

H. Risques

33. La prudence a été de mise pour l'élaboration des scénarios relatifs aux VISACA et à d'autres activités de développement à la base, ce qui explique que le décaissement des montants prévus pour les lignes de crédit soit échelonné sur trois ans. Lors de la conception des diverses activités, les difficultés susceptibles de se produire en cours d'exécution ont été prises en compte. Face au risque de voir les



femmes supporter un surcroît de travail excessif, il a été prévu de fournir un appui aux activités productives - agricoles ou non - des hommes et à la mise au point d'appareils qui permettront de réduire la charge de travail des femmes.

34. Le système adopté pour l'attribution des contrats tient compte de l'indépendance des organismes d'exécution tout en offrant un mécanisme efficace pour définir et mesurer les résultats et contrôler l'exécution et la coordination des activités. Il faudra toutefois l'appliquer correctement pour être sûr que les communautés disposent des services au moment où elles en ont besoin et que les contrats sont attribués aux partenaires appropriés. Une condition de l'entrée en vigueur du prêt sera la désignation d'agents de l'USP qualifiés et expérimentés qui auront l'agrément du FIDA. Les procédures suivies pour la passation des marchés et l'attribution des contrats offrent d'autre part des garanties contre une éventuelle carence du personnel du projet ou des sous-traitants partenaires.

35. Le projet doit absolument privilégier les besoins de la population rurale telle qu'elle les aura exprimés lors d'une planification authentiquement participative, veiller à fournir les services voulus et éviter de manipuler ou dicter le choix des options (tentatives qui compromettraient la pérennité des activités une fois le projet achevé). Pour garantir que l'accent est mis sur les communautés, il est prévu de ne mettre en route que les activités recensées à la suite d'une planification participative. On renforcera la maîtrise locale et la pérennité des actions en demandant aux bénéficiaires d'apporter une contribution non négligeable aussi bien en temps consacré à l'analyse, à la planification etc. qu'en main-d'oeuvre ou en matériaux locaux nécessaires à l'exécution. Le développement des capacités des bénéficiaires et des partenaires, privilégié tout au long du projet, sera la garantie de la pérennité des activités. Il faudra que des formateurs expérimentés entreprennent le plus tôt possible une évaluation des besoins en matière de formation et organisent des programmes dans ce domaine.

I. Impact sur la condition des femmes

36. Les femmes devraient en principe participer à part entière au projet et en bénéficier pleinement. L'expérience a montré que les projets de microcrédit menés un peu partout en Gambie avaient des effets très positifs sur les revenus des femmes en même temps qu'ils contribuaient à améliorer la sécurité alimentaire des ménages, les soins aux enfants et l'accès aux soins de santé primaires et à l'éducation. Les femmes se sont montrées très désireuses de participer à l'action d'associations villageoises qui offrent des services financiers, comme les VISACA, de même qu'à l'organisation d'activités de production, de transformation et de commercialisation. La moitié des *kafo* bénéficiaires seront spécifiquement féminins, et la situation des femmes devrait s'améliorer du fait qu'on aidera les hommes à maintenir voire accroître leur contribution à la sécurité alimentaire et au bien-être de la famille.

J. Impact sur l'environnement

37. Le projet devrait avoir indirectement un effet bénéfique sur l'environnement grâce à l'adoption d'une formule de lutte intégrée contre les ravageurs tenant compte des méthodes mises au point par les paysans, à l'amélioration de la gestion des sols par le recours à des engrais peu coûteux, à des techniques de culture de fourrage et, enfin, à la promotion de travaux de conservation des sols sur les terres un peu plus élevées exposées à l'érosion. Entre autres activités de suivi et d'évaluation, il sera fait une évaluation de l'impact du projet sur l'environnement. Après une étude d'impact écologique, le projet a été classé dans la catégorie "B", ce qui correspond à un faible risque pour l'environnement.

K. Aspects novateurs

38. Le projet permettra de développer considérablement les capacités des organisations communautaires, principalement par l'intermédiaire d'ONG dont les moyens d'action seront



renforcés pour faciliter la mise en place d'institutions de microfinancement et promouvoir l'autonomisation des paysans, des créateurs d'entreprise et des femmes. Les agents des services techniques publics seront familiarisés avec l'application des méthodes participatives axées sur la demande pour assurer des services, et il sera mis à l'essai pour le règlement de leurs indemnités, un système expérimental de bons d'achat qui non seulement permettra de mieux répondre aux besoins réels des paysans mais aussi leur donnera un pouvoir d'action vis-à-vis des prestataires de services. Le principe d'une participation authentique intégré à la conception du projet garantira que les participants exercent une influence directe sur les activités. Autre aspect novateur, le projet visera en même temps les groupements traditionnels villageois (*kafo*) masculins et féminins, ce qui se justifie d'un côté par le rôle complémentaire des hommes et des femmes dans la sécurité alimentaire des ménages et dans le développement et, de l'autre, par la nécessité d'éviter le retour de bâton qui a, semble-t-il, suivi dans le passé les actions destinées à favoriser les femmes. Le développement des capacités tout comme les activités respectant l'équilibre entre hommes et femmes sont conformes à l'axe stratégique "A" défini par le FIDA pour la conception des projets. Le projet envisagé renforcera l'impact sur le terrain en complétant le programme actuel de développement agricole des basses terres et en conférant au système national de microfinancement rural une base sur laquelle pourront s'appuyer les activités d'autres bailleurs de fonds. Les lignes de crédit renforceront cet impact en stimulant le développement de petites entreprises privées dans tout le pays.

39. La pauvreté est due en grande partie au manque d'information et de savoir indispensables pour faire des choix en connaissance de cause et avoir accès aux services requis. Pour s'attaquer à ces problèmes, conformément à l'un des grands axes du FIDA en matière de systèmes d'information, le projet privilégiera les activités d'animation ainsi que d'information/éducation/communication qui visent à la fois à améliorer les connaissances des villageois et à associer les bénéficiaires à la mesure et à l'évaluation de l'impact des initiatives soutenues par le projet. Un bon maillage facilitera ou accélérera le renforcement du réseau des VISACA en informant les partenaires gambiens des expériences faites dans la région (par exemple, les banques populaires au Sénégal).

TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ

40. Un accord de prêt entre la République de Gambie et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le prêt proposé sera consenti à l'emprunteur. Un résumé des garanties supplémentaires importantes incluses dans l'accord de prêt négocié est joint en annexe.

41. La République de Gambie est habilitée, en vertu de ses lois, à contracter un emprunt auprès du FIDA.

42. Il m'est acquis que le prêt proposé est conforme aux dispositions de l'accord portant création du FIDA.



QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION

43. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le prêt proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: Que le Fonds fera à la République de Gambie un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant à six millions six cent mille droits de tirage spéciaux (6 600 000 DTS) venant à échéance le 15 novembre 2038 et avant cette date. Ce prêt sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

Le Président
Fawzi H. Al-Sultan

RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ

(Négociations de prêt conclues le 24 novembre 1998)

1. Le Gouvernement de la République de Gambie (ci-après dénommé "Le Gouvernement") fait en sorte que le montant du prêt serve à financer les dépenses effectuées au titre du projet conformément aux dispositions de l'accord de prêt.
2. Le Gouvernement ouvre, puis tient à sa banque centrale ou dans une banque commerciale agréée par le FIDA un compte du projet libellé en dalasis auquel il dépose la première année du projet un montant initial équivalant à 40 000 USD provenant de ses fonds propres et que chaque année il reconstitue à l'avance, pendant toute la durée d'exécution du projet, en déposant l'équivalent de 100 000 USD en fonds de contrepartie locaux.
3. Le Gouvernement prend toutes mesures utiles pour que le projet soit exécuté avec la diligence compatible avec les impératifs de préservation de l'environnement et conformément à la législation nationale de l'environnement et à tous traités internationaux sur l'environnement auxquels le Gouvernement est partie, notamment l'application de réglementations appropriées de l'usage des pesticides agricoles, le cas échéant.
4. Le Gouvernement établit et tient un fonds de roulement pour le projet auquel sont déposés le principal et les intérêts, nets des frais de gestion et autres, reçus au titre des prêts consentis aux paysans sur les fonds du prêt prévus dans la ligne de crédit et les dépenses de fonctionnement supplémentaires. Les montants disponibles dans le Fonds renouvelable sont utilisés par le Gouvernement pour le développement des facilités de crédit aux bénéficiaires.
5. Au cours de l'exécution du projet, le Gouvernement et le FIDA revoient périodiquement les taux d'intérêt appliqués aux crédits consentis sur le montant du prêt. Le Gouvernement prend les mesures appropriées compatibles avec ses politiques pour harmoniser les taux d'intérêt sur les crédits avec la politique du FIDA en matière de taux de rétrocession. Ce faisant, le Gouvernement réduit au minimum ses coûts d'exécution du projet, en tant qu'ils affectent sa marge d'écart d'intérêts.
6. Les départements de l'agriculture et de l'élevage cessent de fournir des vaccins gratuits ou subventionnés, sauf dans les cas de maladies menaçant la santé publique ou par nature endémiques.
7. Le Gouvernement fait en sorte que le bureau de coordination des projets du Ministère de l'agriculture établisse un mécanisme de coordination enregistrant les progrès accomplis au niveau de la coordination des activités de tous les projets et programmes en cours et prévus dans le secteur de l'agriculture et des ressources naturelles pour assurer la synergie et la complémentarité des projets et programmes existant; il veille également à ce que les informations en la matière soient mises à jour tous les six mois par le membre du personnel du bureau de coordination des projets spécifiquement affecté à cette tâche.



ANNEXE

8. Les dispositions suivantes ont trait à la suspension du droit du Gouvernement à effectuer des retraits sur le compte du prêt. Les dispositions régissant le crédit des VISACA et de l'institution financière hors banque et les statuts du Fonds de partenariat agricole ou toute disposition y relative seront suspendues ou résiliées en totalité ou en partie, ou annulées ou amendées de manière à affecter matériellement, de l'avis du Fonds, le renforcement institutionnel de l'unité de financement rural de la Banque centrale de la Gambie ou le fonctionnement des services mis en place dans le cadre du projet.

9. Aucun décaissement n'est effectué pour le renforcement institutionnel de l'unité de financement rural de la Banque centrale de Gambie tant que:

- a) les dispositions régissant le crédit des VISACA et de l'institution financière hors-banque n'ont pas été soumises au FIDA et acceptées par lui;
- b) les dispositions du Fonds de partenariat agricole n'ont pas été établies à la satisfaction du FIDA.

10. Les dispositions suivantes constituent les conditions additionnelles auxquelles est soumise la prise d'effet de l'accord de prêt.

- a) Le Gouvernement a établi l'unité de soutien au projet (USP) au Bureau de coordination des projets du Ministère de l'agriculture et lui a affecté des locaux de bureau appropriés libérés par le Ministère de l'agriculture dans des conditions acceptables par le FIDA;
- b) le Gouvernement a sélectionné tout le personnel d'encadrement de l'USP;
- c) le Gouvernement a établi le CDP;
- d) le Gouvernement a déposé au compte du projet l'équivalent de 40 000 USD sur ses propres fonds.

COUNTRY DATA

THE GAMBIA

Land area (km² thousand) 1995 1/	10	GNP per capita (USD) 1996 2/	estimated
			<=785
Total population (million) 1996 1/	1	Average annual real rate of growth of GNP per capita, 1990-96 2/	-0.5
Population density (people per km²) 1996 1/	110	Average annual rate of inflation, 1990-96 2/	5.4
Local currency	Dalasi GMD	Exchange rate: USD 1 =	GMD 10.2
Social Indicators		Economic Indicators	
Population (average annual population growth rate) 1980-96 1/	3.6	GDP (USD million) 1996 1/	363
Crude birth rate (per thousand people) 1996 1/	40	Average annual rate of growth of GDP 1/ 1980-90	3.0
Crude death rate (per thousand people) 1996 1/	14	1990-96	2.6
Infant mortality rate (per thousand live births) 1996 1/	79	Sectoral distribution of GDP, 1996 1/	
Life expectancy at birth (years) 1996 1/	53	% agriculture	27.5
Number of rural poor (million) 1/	n.a.	% industry	14.6
Poor as % of total rural population 1/	n.a.	% manufacturing	7.3
Total labour force (million) 1996 1/	1	% services	57.8
Female labour force as % of total, 1996 1/	44.9	Consumption, 1996 1/	
Education		General government consumption (as % of GDP)	18.5
Primary school gross enrolment (% of relevant age group) 1995 1/	73.0	Private consumption (as % of GDP)	76.6
Adult literacy rate (% of total population) 1994 3/	53.9	Gross domestic savings (as % of GDP)	4.9
Nutrition		Balance of Payments (USD million)	
Daily calorie supply per capita, 1992 3/	2 556	Merchandise exports, 1996 1/	22
Index of daily calorie supply per capita (industrial countries=100) 1992 3/	n.a.	Merchandise imports, 1996 1/	272
Prevalence of child malnutrition (% of children under 5) 1990-96 1/	17.0	Balance of merchandise trade	- 250
Health		Current account balances (USD million) before official transfers, 1996 1/	- 77
Health expenditure, total (as % of GDP) 1990-95 1/	n.a.	after official transfers, 1996 1/	- 48
Physicians (per thousand people) 1994 1/	n.a.	Foreign direct investment, 1996 1/	11
Access to safe water (% of population) 1990-96 3/	59	Government Finance	
Access to health service (% of population) 1990-95 3/	40	Overall budget surplus/deficit (including grants) (as % of GDP) 1995 1/	3.7
Access to sanitation (% of population) 1990-96 3/	30	Total expenditure (% of GDP) 1995 1/	21.5
Agriculture and Food		Total external debt (USD million) 1996 1/	452
Food imports as percentage of total merchandise imports 1996 1/	n.a.	Total external debt (as % of GNP) 1996 1/	n.a.
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 1994-96 1/	49	Total debt service (% of exports of goods and services) 1996 1/	12.7
Food production index (1989-91=100) 1994-96 1/	84	Nominal lending rate of banks, 1996 1/	25.5
Land Use		Nominal deposit rate of banks, 1996 1/	12.5
Agricultural land as % of total land area, 1994 4/	36.7		
Forest area (km ² thousand) 1995 1/	1		
Forest area as % of total land area, 1995 1/	9.1		
Irrigated land as % of cropland, 1994-96 1/	n.a.		

n.a. not available.

Figures in italics indicate data that are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Report*, 1998

2/ World Bank, *Atlas*, 1998

3/ UNDP, *Human Development Report*, 1997

4/ World Bank, *The World Development Indicators CD-ROM*, 1998

PREVIOUS IFAD LOANS IN THE GAMBIA

Project Name	Initiating Institution	Cooperating Institution	Lending Terms	Board Approval	Loan Effectiveness	Current Closing Date	Loan/Grant Acronym	Currency	Approved Loan/ Grant Amount	Disbursement (as percentage of approved amount)
Jahaly and Pacharr Smallholder Project	IFAD	AfDB	HC	17 Dec 81	20 Oct 82	30 Jun 92	77 - GA	SDR	4 050 000	100
Agricultural Development Project II	World Bank: IDA	World Bank: IDA	HC	04 Apr 84	06 Nov 84	30 Jun 93	144 - GA	SDR	4 750 000	85.4
Agricultural Services Project	World Bank: IDA	World Bank: IDA	HC	02 Dec 92	02 Nov 93	30 Jun 99	312 - GA	SDR	2 550 000	93.9
Lowlands Agricultural Development Programme	IFAD	AfDB	HC	12 Apr 95	27 May 97	30 Jun 04	375 - GM	SDR	3 400 000	12.9
Small-Scale Water Control Project	IFAD	UNOPS	HC	05 Dec 89	17 Dec 90	30 Jun 97	S 21 - GA	SDR	2 850 000	92.5

Note: HC = highly concessional

LOGICAL FRAMEWORK

Narrative Summary	Objectively Verifiable Indicators	Means of Verification	Critical Assumptions
Development goal: HFS and rural incomes improved	Shorter (no) lean periods, better nutrition, higher/ diversified incomes	National statistics Participatory evaluations	
Purposes: A. Boost productivity/ profitability of on- and off-farm activities by enhancing access rural producers to credit B. Support HFS-related mini-projects initiated and implemented by local groups (<i>kafos</i>)	A.1 About 100 000 rural producers (25 000 households) attain/maintain HFS and boost/diversify their incomes B.1 Production capacity and quality of life in 150 villages improved by 450 small and medium-term village-based HFS-related infrastructure projects	Studies and surveys Progress reports Field visits Records of VISACAs Participatory evaluations	Macroeconomic environment is favourable Good coordination with programmes run by Government, NGOs and private sector Credit lines/FPF will not compromise or undermine VISACA discipline
Outputs: Component 1: Rural Finance Development (a) Capacity of contracted VISACA facilitators enhanced (b) VISACA rural financial services network strengthened and expanded nationwide to provide savings and credit services to members (c) Credit lines for short-term refinancing of VISACAs and for medium-term loans created and efficiently managed by contracted implementing partner (d) FPF created to provide matching grants for HFS-positive infrastructure projects (e) Rural Finance Unit (RFU) of Central Bank strengthened Component 2: Agricultural Support (LRD/CRD) (a) Kafo enterprise development capacity improved as result of participatory constraints analysis and identification/planning/implementation/M&E of mini-projects (b) Capacity of locally-posted DAS/DLS to adopt participatory/demand-driven approach developed (c) Environmentally sound practices disseminated Component 3: Kafo Capacity-Building (LRD/CRD) (a) Capability of partner facilitators improved (b) Management capability of <i>kafos</i> improved Component 4: Project Management and M&E (a) Project Support Unit (PSU) established/ operational. (b) Projects/Programmes Coordinating Office within Department of State for Agriculture strengthened (c) Project Steering Committee (PSC) operational	a.1 National network comprises 80 functional, self-sustaining VISACAs a.2 Membership sizes and utilization of saving/ borrowing services b.1 Range/ number of on- and off-farm activities financed; repayments; profitability; savings deposited c.1 Requests/repayments for refinancing loans to bridge VISACA liquidity crises c.2 No of medium-term loans to rural entrepreneurs; repayments; profitability d.1 300 kafo mini-projects and 150 village projects supported through FPF, benefiting total of about 30 000 persons e.1 Quarterly inspections carried out by RFU a.1 Type/frequency of services provided by village auxiliaries a.2 New activities/crops and improvements to existing ones a.3 Flow of produce through local market stalls by origin/destination b.1 Activities supported by DAS/DLS respond to farmers' priorities b.2 Networking visits lead to introduction new ideas b.3 DAS/DLS staff can make necessary field trips c.1 No. of farmers adopting recommended practices and results a.1 Type and number of activities initiated and managed by <i>kafos</i> and villages a.1 Staff of PSU and members of PSC in post/ appointed a.2 AWPB developed on time and respected a.3 Reports and other documents satisfactory and timely a.4 Constraints to implementation identified and addressed b.1 Coordination assured both by PCO/DOSA and PSC Total cost = USD 10.64 million (USD 5.46 million - 60% of base cost) USD 1.55 million (11% of base cost) USD 1.8 million (17% of base cost) USD 1.2 million (12% of base cost) Physical contingencies = USD 0.22 million (2% of base cost) Price contingencies = USD 1.1 million (14% of base cost)	Progress reports (audits) Field visits Participatory evaluations Policy documents and supervisory reports from RFU	Beneficiaries willing to participate and contribute in cash and in kind to components 1 and 2 Adequate in-country personnel and knowledge exists to manage project and to deliver most of the training required for all components Coordination arrangements between components effective Beneficiaries of credit facilities from VISACAs repay loans promptly Staff and partners are highly motivated
Activities: Component 1: Rural Finance Development Component 2: Agricultural Support Component 3: Kafo Capacity-Building Component 4: Project Management and M&E			Timely delivery of resources by government (counterpart funds), donors (approval of withdrawal applications) and beneficiaries (contribution in cash and in kind)



QUANTITATIVE INPUTS, TARGETS AND KEY PROJECT FACTORS

Components	Units	PY 1	PY 2	PY 3	PY 4	PY 5	PY 6	Total	Instruments / Comments
A. Rural Finance									The component is to be implemented nationwide
<i>Inputs:</i>									
Vehicles									There are 37 existing VISACAS, and the project will build 43 new ones.
4-WD double cabin pick-up truck	No	6						6	
4-WD station wagon	No	1						1	Expansion and strengthening of VISACAs to be facilitated by NGOs
Motorcycles	No	14	5	6	2			27	
Computers (desk-top) and accessories	No	9						9	
Training of animators/coordinators (initial)	Courses	1	1	1	1			4	Training to be provided by MDI
Training of animators/coordinators (refresher)	Courses			1	1	1	1	10	
Training of managers/cashiers	Courses	5	2	2	1			10	
Training in VISACA concept (facilitators and management teams)	Courses	43	14	18	5			80	Training to be provided by VPC
Specialised training and backstopping (to VPC and other facilitators)	Lumpsum	1	1	1	1	1		5	To be provided by Desjardins Int. and CIDR
Training in small business management skills	Courses		4	4	4	4		16	
Rehabilitation of existing VISACAs	No	9	9					18	
Construction of new VISACAs	No	6	14	18	5			43	VISACA members to contribute 25% in cash and/or in kind towards the cost of the Building
Workshops and networking visits for Central Bank staff	No	1	2	1				4	
Provision of a short-term line of credit	Lumpsum	1	1	1				3	To be managed by licensed non-bank financial institutions
Provision of a medium-term line of credit	Lumpsum	1	1	1				3	e.g., GAWFA, NDFA and/or NACCUG
Technical assistance	Months	2	1						For the RFU of the Central Bank (assistance for policy development & M&E)
Functional VISACAs (well equipped and financially sustainable)	No	43	14	18	5			80	Each VISACA is expected to have 1 000-1 500 members
A functional national VISACA apex body	No			1				1	To be facilitated by the rural finance officer
Short-term mini-projects implemented	No	10	45	70	70	70	35	300	2 per village (1 each per female and male kafo) @ USD 4 500
Medium-term mini-projects implemented	No		10	35	35	35	35	150	1 per each participating village @ USD 6 000
Village entrepreneurs equipped with improved business manag. skills	No		80	80	80	80		320	
<i>Impact:</i>									
Increased savings and availability of credit in rural communities									
Some infrastructural constraints to product. (e.g., fencing and wells for village gardens, livestock wells, day care centres, ...) removed									
Improved income-generating capacity of rural people									
B. Agricultural Support									To be implemented in LRD and CRD
<i>Inputs:</i>									
Rehabilitation of divisional offices	No	6						6	3 each for DAS and DLS
Construction of market stalls	No	3	2					5	For the marketing of vegetables
Development of livestock show grounds	No		1					1	
Development of livestock infrastructure at <i>lomos</i>	No	2	2					4	
Vehicles									
4-WD double cabin pick-up truck	No	6						6	
Truck (7-tonne)	No	1						1	
Motorcycles	No	20						20	
Computers (desk-top) and accessories	No	6						6	
Printers	No	6						6	
Photocopier	No	6						6	
Soil conserv. equip. (tractor-75hp, trailer, bund former, ripper, blade)	Set		1					1	To be managed by the SWMU
Training for DAS/DLS staff	Courses	2	2	2	2	2	2	12	To be carried out by Gambia College, DAS and DLS
Training of village auxiliaries	Days	750	750	750	750	750	750	4500	To be carried out by DAS and DLS
Training <i>kafo</i> members	Days	1500	1500	1500	1500	1500	1500	9000	To be carried out by DAS and DLS
NCD/PPR vaccination awareness campaign conducted	Lumpsum	1		1				2	





Components		Units	PY 1	PY 2	PY 3	PY 4	PY 5	PY 6	Total	Instruments / Comments
B. Agricultural Support (contd.) <i>Inputs (contd.):</i> Research contracts for IPM vegetables & early millet, animal feed gardens, soil fertility management in early millet, cassava and sweet potato variety evaluation, and field and food processing equipment development <i>Outputs:</i> Multi-purpose gardens established Total incremental output of vegetables Total incremental output of cassava Total incremental output of early millet Total incremental output of small ruminants <i>Impact:</i> Improved household food security Improved environmental practices resulting from the outcome of the research activities	Contracts	5		1					6	To be implemented by NARI, APMU, FNU etc.
	No	10	25	30	30		25		120	
	Tonnes	109	381	708	1035	1308	1308		1308	
	Tonnes	40	140	260	380	480	480		480	
	Tonnes	99	346	643	940	1188	1188		1188	
	No		467	2667	6933	12817	21839		21839	
	No	6								To be implemented in 150 village in LRD and CRD
	No	3	3	6					6	2 for Field Officers, 1 for AATG and 1 for NGOs
	No	3							12	For the facilitators
	No	2							2	For Agric. Communication Unit
C. Kafo Capacity-Building <i>Inputs:</i> Vehicles 4-WD double cabin pick-up truck Motorcycles Overhaul of video-vans Computers (desk-top) and accessories Material for video/audio production Materials for print media production Capacity-building of facilitators/animation teams NGO contracts for facilitation of kafo management training and development Contracts for information, education and communication <i>Outputs:</i> Management capacity of female kafo strengthened Management capacity of male kafo strengthened <i>Impact:</i> Improved-capacity of village groups to effectively prioritize and execute their development needs	Lumpsum		1	1	1	1	1	1	6	For IEC purposes, with ACU as the lead institution
	Lumpsum		1	1	1	1	1	1	6	
	Courses		2	1	1	1	1	1	6	
	No	3	6	12	12	12	12	7	52	To be conducted by AATG
	No	1	1	1	1	1	1	1	6	For providing and backstopping the facilitators and animators
	No	10	35	35	35	35	35		150	The project will work with a female and a male kafo from each village
	No	10	35	35	35	35	35		150	
	No	2							2	1 vehicle for the PCO
	No	2							2	1 for PC, 1 for RFO
	No	7							7	For M&E enumerators
No	8							8	1 each for PCO and DOP (M&E)	
No	1							1		
No	4				1			5		
Set	8							8		
Months	1	1						2	For the design of an M&E system	
Months	7	1						8		
No	1	1	1	1	1	1	1	1	6	
No	2	2	2	2	2	2	2	2	12	
No	1	1	1	1	1	1	1	1	6	
D. Project Management and M&E <i>Inputs:</i> Vehicles 4-WD double cabin pick-up truck 4-WD station wagon Motorcycles Computers (desk-top) and accessories Computer (laptop) Photocopier Office furniture Technical assistance (international) Technical assistance (national) Annual workshops <i>Outputs:</i> Six-monthly reports Annual reports <i>Impact:</i> Effective management and coordination of the project activities	No									
	No	2							2	
	No	2							2	
	No	7							7	
	No	8							8	
	No	1							1	
	No	4							5	
	Set	8							8	
	Months	1	1						2	For the design of an M&E system
	Months	7	1						8	
No	1	1	1	1	1	1	1	1	6	
No	2	2	2	2	2	2	2	2	12	
No	1	1	1	1	1	1	1	1	6	

COST AND FINANCING

Disbursement Accounts by Financiers (USD)

	The Government		IFAD		Beneficiaries		Total		For. Exch.	Local (Excl. Taxes)	Duties and taxes
	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%			
1. Civil works	47 126	9.9	374 767	79.0	52 648	11.1	474 541	4.5	233 992	193 423	47 126
2. Vehicles	0	-	782 181	100.0	-	-	782 181	7.4	742 193	39 988	-
3. Machinery, equipment & materials	7 551	1.6	473 693	98.4	-	-	481 243	4.5	473 693	-0	7 551
4. Training	60 030	4.1	1 399 990	95.9	-	-	1 460 021	13.7	478 520	921 470	60 030
5. Technical assistance	-	-	44 309	100.0	-	-	44 309	0.4	44 309	-	-
6. Research and investigation	40 131	10.0	361 182	90.0	-	-	401 313	3.8	157 340	203 842	40 131
7. Farmers partnership fund	0	-	2 218 590	86.0	361 166	14.0	2 579 756	24.3	1 262 141	1 317 615	-
8. Line of credit	426 149	50.0	426 149	50.0	-	-	852 298	8.0	317 453	407 131	127 714
9. Incremental operating expenses	406 315	11.4	3 154 735	88.6	-	-	3 561 049	33.5	1 283 676	1 950 342	327 031
Total	987 302	9.3	9 235 595	86.8	413 814	3.9	10 636 711	100.0	4 993 317	5 033 810	609 584



**Expenditure Accounts by Components - Base Costs
(USD)**

	Rural Finance Development		Agricultural Support		Kafo Capacity Building	Project Support Unit	Physical Contingencies		
	Institutional Strengthening of VISACAs	Strengthening of Central Bank Rural Finance Unit	Livestock Technical Support	Crops Technical Support	Kafo Capacity Building	Project Support Unit	Total	%	Amount
I. Investment costs									
A. Civil works	260 911	-	85 389	75 901	-	-	422 201	5.0	21 110
B. Vehicles	202 372	31 120	86 053	135 009	178 178	124 194	756 926	-	-
C. Machinery, equipment and materials	156 357	12 239	73 435	103 321	39 848	70 398	455 598	-	-
D. Training	538 899	18 975	89 184	199 620	334 725	9 488	1 190 892	4.3	51 006
E. Technical assistance	-	42 694	-	-	-	70 209	112 903	-	-
F. Research and investigations	-	-	113 852	179 791	-	73 055	366 698	-	-
G. Farmers partnership fund	2 250 000	-	-	-	-	-	2 250 000	-	-
H. Line of credit	780 000	-	-	-	-	-	780 000	-	-
Total investment costs	4 188 539	105 028	447 913	693 643	552 751	347 343	6 335 218	1.1	72 116
II. Recurrent costs									
A. Incremental staff salaries	607 970	11 954	-	-	392 789	479 886	1 492 600	5.0	74 630
B. Travel and overnight allowance	31 651	-	27 324	95 636	48 159	20 493	223 264	5.0	11 163
C. Vehicle operation and maintenance	217 435	20 508	110 767	110 767	146 118	109 941	715 534	5.0	35 777
D. Machinery and equipment (operation and maintenance)	20 493	-	23 055	23 055	-	46 110	112 713	5.0	5 636
E. Office running expenses	196 869	-	6 831	6 831	40 987	195 825	447 343	5.0	22 367
Total Recurrent Costs	1 074 417	32 462	167 977	236 288	628 053	852 256	2 991 454	5.0	149 573
Physical contingencies	5 262 956	137 491	615 890	929 932	1 180 805	1 199 600	9 326 673	2.4	221 688
Price contingencies	85 172	2 572	17 128	25 591	48 139	43 087	221 688	-	-
	655 733	8 762	53 609	88 605	142 438	139 203	1 088 350	2.5	27 654
	6 003 862	148 825	686 627	1 044 127	1 371 381	1 381 889	10 636 711	2.3	249 343
Taxes	304 096	4 474	44 103	56 974	86 992	112 946	609 584	3.4	20 676
Foreign exchange	2 793 688	112 917	423 890	550 104	478 269	634 450	4 993 317	1.7	83 368





ORGANIZATION AND MANAGEMENT

1. The envisaged approach to **project organization and management** takes account of over 15 years of IFAD experience in the country. Under the aegis of the existing Projects/Programmes Coordination Office within the Department of State for Agriculture (PCO/DOSA), a lean **PSU** (Figure 1) will assure cost-effective implementation by contracting appropriate partner organizations, both private and public, to carry out direct implementation duties. In addition to the PC, as head of the PSU, the staff with project-wide responsibilities (a rural finance officer, a monitoring officer, an accountant and an administrative assistant/senior secretary) will be based in the Banjul area, and two field officers will be outposted to LRD and CRD respectively. The main tasks of the PSU/headquarters will be to: (i) assure overall coordination and supervision of implementation; (ii) select and contract the implementing agencies; (iii) consolidate the AWPBs for submission to the PSC; (iv) authorize expenditures in accordance with the approved AWPBs; (v) carry out regular field supervisions and monitoring; (vi) appraise and approve proposals with regard to VISACA establishment, for mini-projects to be funded through FPF, etc.; and (vii) prepare regular and timely reports on project implementation. The field officers will coordinate, backstop and supervise the performances of the locally-posted staff of the implementing partners and also maintain close collaborative relationships with local government instances and with other externally-assisted projects. The professional staff of the PSU, including the PC, and the administrative/senior assistant, will be recruited through advertisement in the media, open to private individuals as well as civil servants. Candidates will be screened and shortlisted by a selection committee with representatives from the Government, the international and bilateral donor community and the NGO community. The shortlist of eligible candidates will be submitted to IFAD for approval. Support staff will be recruited directly by the PC.
2. The work of the PSU will be guided and backstopped at a high level by a **PSC**, with representatives from all stakeholders including beneficiary representatives. Chaired by the Permanent Secretary (PS) of DOSA, the PSC will meet twice a year on a routine basis and on an *ad hoc* basis as needed. Its tasks will include: review of policy issues, review/approval of AWPBs, approval of contracts with implementing partners, high-level coordination and oversight between/of project implementers.
3. The envisaged **implementation process** (Figure 2) is designed to enhance quality of response to beneficiaries' choices and priorities. A fully participatory approach to planning, implementation, and M&E will be facilitated by contracted implementing partners, mainly NGOs, and by drawing on the expertise of the appropriate government and/or private agencies for technical advice and specialised training. Government and NGO staff will receive the same basic training in participatory techniques, allowing them to work together as teams. The field officers of PSU to be posted to divisional level (Figure 1) will be responsible for fostering close collaborative relations between beneficiaries, implementing partners and local government bodies. To enhance quality of response to beneficiaries' needs, the Government's line departments for crops and livestock development will introduce a pilot voucher-based system for the payment of allowances.
4. The provisions made for accounts and auditing comply with IFAD's procedures. A local consultancy will be engaged to design a computerised accounting system and train PSU staff in using it. The envisaged flow of funds is illustrated in Figure 3.
5. **Monitoring and evaluation** functions will be separated and include participatory as well as classical exercises. All implementing partners will undertake **monitoring and progress reporting** tasks as part of their contracts and send the results to the monitoring officer of the PSU for compilation and analysis. The aim is to provide the PSU with operational management information



and a basis for monitoring effects on beneficiaries against a baseline survey it will conduct in PY1. The PSU will also engage an international consultant to develop a system for monitoring the expansion and consolidation of the rural finance network. **Evaluation** will involve three complementary thrusts: (i) internal evaluations both by the implementing partners and the M&E unit of DOSA's Department of Planning, as appropriate; (ii) external evaluations by a qualified consultancy; and (iii) participatory evaluations enabled by contracted partners who are not directly involved in implementation or supervision. All implementing partners, including a large representation of the beneficiaries, will be invited to discuss the effects of the project at an annual consultation to review experiences and make suggestions for improvement.

FIGURE 1
ORGANIZATIONAL STRUCTURE OF
RFCIP PROJECT SUPPORT UNIT

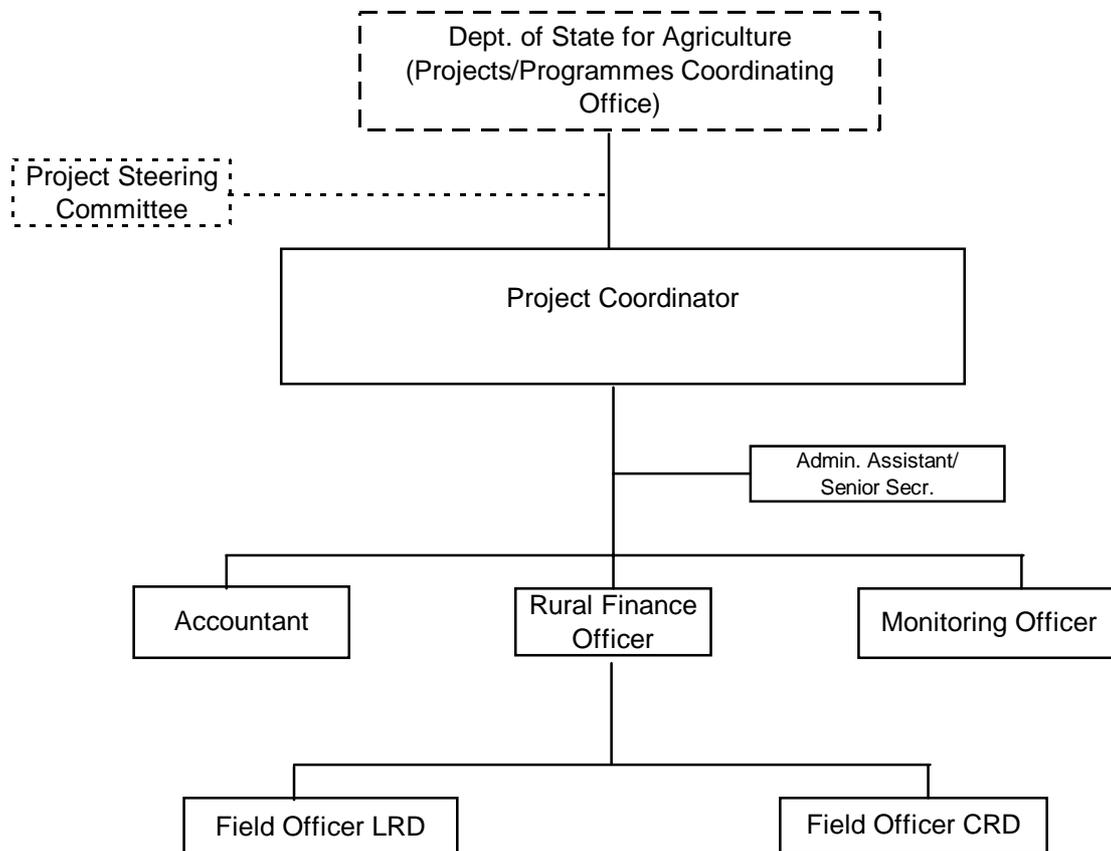
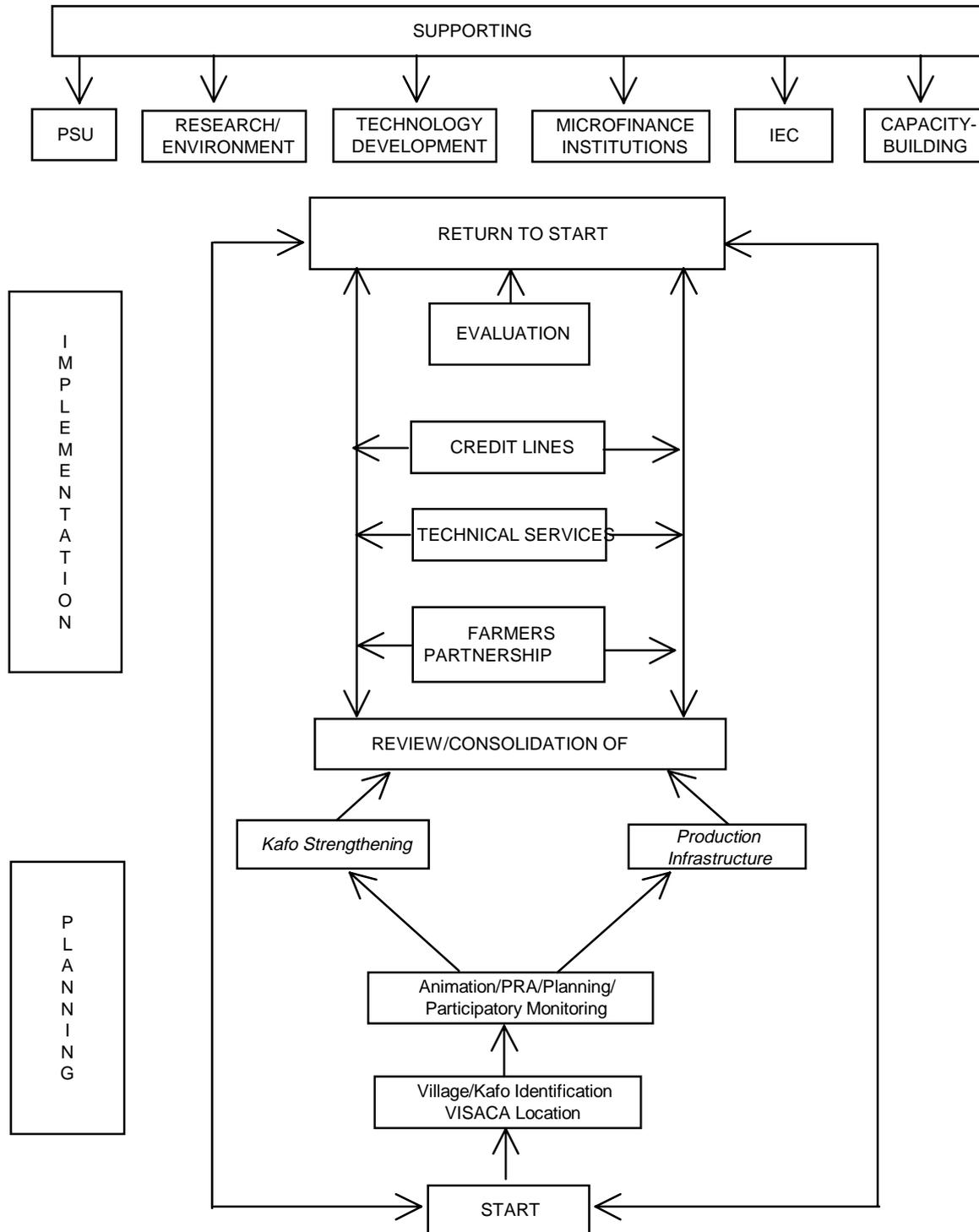
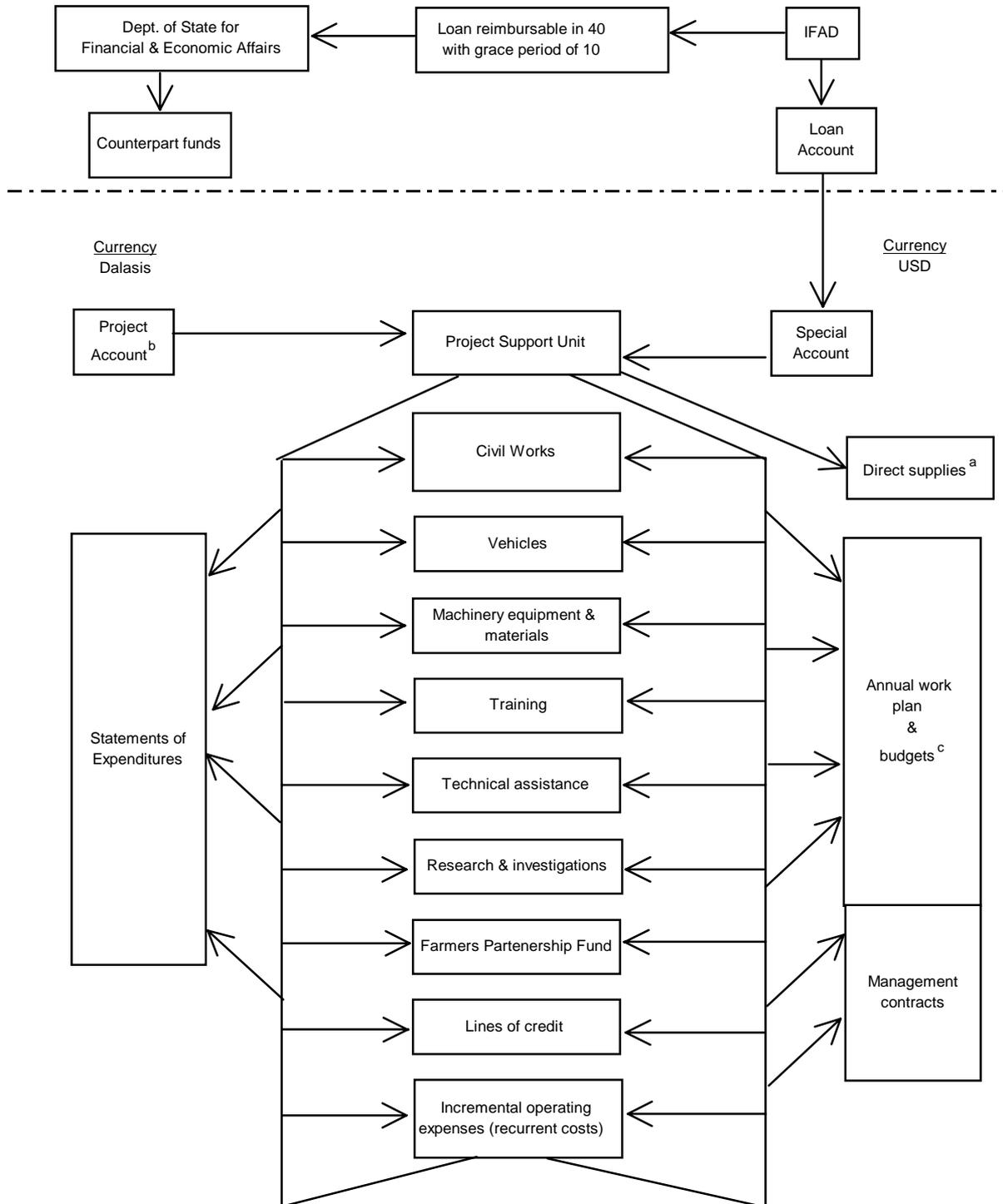




FIGURE 2
IMPLEMENTATION



**FIGURE 3
FLOW OF FUNDS**



Notes:

- (a) Foreign suppliers paid directly from Special
- (b) Project Accounts for local counterpart funds.
- (c) Disbursements based on annual work programmes and budgets, contracts,



APPENDIX VII

ECONOMIC AND FINANCIAL ANALYSIS

1. The financial analysis focuses on the impact of the project investment on participating farms and rural households. It also examines the viability of a sample of off-farm income-generating activities that are likely to benefit from the resources of the VISACAs to be promoted under the rural finance component, as well as that of a typical VISACA. The economic analysis, on the other hand, examines the viability of the project by comparing the quantifiable benefits with the project costs outlay.
2. **Financial analysis.** The farm financial analysis has been undertaken to assess the incentives for the target group households to participate in the programme. Two crop production enterprises (multi-purpose gardens and early millet) models and a small ruminants production (sheep and goats production) enterprise model have been developed to estimate the benefits to farm households from the project investment.
3. An analysis of the farming operations of a typical rural family comprising two adult males, three adult females and six children, shows an increase in total net family income from GMD 7 301 (without project) to GMD 10 257 (with project). Labour requirements also increase from 299 labour days to 333 labour days, a 11% increase.
4. An analysis of a sample of off-farm and on-farm income-generating activities indicates that the activities generate high financial internal rates of return, ranging from 43% to 60%. Each VISACA will also be generating an annual average of GMD 55 000 in net income.
5. **Economic analysis.** The ERR of the project has been calculated by comparing the economic values of the quantifiable incremental benefits with the economic values of the total project costs.
6. **Assumptions.** A project life of 20 years has been assumed for the economic analysis, based on the estimated useful life of key capital items in the project, including civil works, and the fact that the benefits to be derived from the project — especially the training to be provided to the beneficiaries — will continue to be forthcoming long after the expiry of the project. A standard conversion factor of 0.9 has been assumed to adjust the local content of costs of goods and services assumed to be non-traded. The opportunity cost of unskilled labour is estimated at GMD 7.50 per day, and the opportunity cost of capital at 12%.
7. Since there is no significant international trade between The Gambia and the outside world in the kinds of multi-purpose garden crops, early millet and small ruminants considered under the project, and given that the volume of other farm inputs is relatively small, these items and the incremental benefits from the rural finance component have been considered as non-traded goods and services. Their financial prices have therefore been multiplied by the standard conversion factor to determine their economic values. The economic prices of the project cost elements have been generated by the COSTAB programme.
8. The ERR of the project is estimated at 23%, and the net present value at GMD 38.7 million (about USD 3.67 million) (see table that follows).

**Economic Analysis
(GMD)**

	Year 1	Year 2	Year 3	Year 4	Year 5	Year 6	Year 7 - 20
Incremental Benefits							
Rural finance							
Net income from the IGAs (from use of available credit)	975 375	2 436 750	3 969 000	4 387 500	4 387 500	4 387 500	4 387 500
Net income from VISACAs	297 000	990 000	1 881 000	2 128 500	2 128 500	2 128 500	2 128 500
Sub-total	1 272 375	3 426 750	5 850 000	6 516 000	6 516 000	6 516 000	6 516 000
Crop production							
Multi-purpose gardens	514 953	1 802 336	3 347 195	4 892 054	6 179 436	6 179 436	6 179 436
Early millet production	112 118	392 411	728 764	1 065 116	1 345 410	1 345 410	1 345 410
Subtotal	627 071	2 194 747	4 075 958	5 957 170	7 524 846	7 524 846	7 524 846
Small ruminants							
Small ruminants production	-	127 771	878 931	2 883 073	6 643 159	6 643 159	6 643 159
Subtotal	-	127 771	878 931	2 883 073	6 643 159	6 643 159	6 643 159
Total	1 899 446	5 749 268	10 804 889	15 356 243	20 684 005	20 684 005	20 684 005
Less: imputed labour charges							
Crop production							
Multi-purpose gardens	94 500	330 750	614 250	897 750	1 134 000	1 134 000	1 134 000
Early millet production	4 950	17 325	32 175	47 025	59 400	59 400	59 400
Subtotal	99 450	348 075	646 425	944 775	1 193 400	1 193 400	1 193 400
Small ruminants							
Extensive small ruminants production	-	38 813	138 000	198 375	258 750	258 750	258 750
Subtotal	-	38 813	138 000	198 375	258 750	258 750	258 750
Total	99 450	386 888	784 425	1 143 150	1 452 150	1 452 150	1 452 150
Less: project costs							
Investment costs	18 046 915	10 579 070	12 620 597	8 277 881	7 345 234	5 062 624	
Recurrent costs	4 111 949	4 514 442	4 975 829	5 043 005	4 967 073	4 647 738	1 161 935
Total	22 158 864	15 093 512	17 596 426	13 320 886	12 312 307	9 710 362	1 161 935
Net incremental benefits	(20 358 869)	(9 731 132)	(7 575 962)	892 207	6 919 548	9 521 493	18 069 920
Economic rate of return	23%						
Net present value (@12% opportunity cost of capital)	38 669 103						





THE VISACA CONCEPT AND EXPERIENCE IN THE GAMBIA

1. As its name indicates, VISACA is a village-based organization whose main objective is to collect and secure the savings of its members and to use these savings to give out loans to members in need of credit. The basic function is therefore that of financial intermediation.

2. The Basic Approach (Figure 1)

- A major emphasis is placed on savings, with no injection of “cold money” (external funds). Members have to mobilize their own savings for re-lending.
- The VISACA is self-governed and self-managed by its members, who hold general assembly meetings to decide on all policy matters, fix the rules and regulations of what they call “their bank”, and elect a management committee.
- Membership of the VISACA gives one the right to open account(s) and to apply for loans.
- Rates of interest payable and receivable applied by a VISACA reflect the actual cost of money.
- A loan ceiling of maximum USD 200 is applied, which is attractive/affordable for the poor strata of the village.
- External assistance to a VISACA comprises: (i) the preliminary market survey, sensitization, animation and technical backstopping for its establishment; (ii) construction of the VISACA building in the village, plus the safe and office equipment; (iii) basic training; (iv) on-the-job training and technical backstopping for VISACA management; (v) monitoring; and (v) audit. After the initial support, the VISACAs are left to stand or fall on their own merits and performance.
- A partnership is developed directly with the private sector (NGOs, banks, etc.) for various aspects: from sensitization on the VISACA concept, to training, technical backstopping, and linkages to banking sector.

3. **VISACA background.** The VISACA concept was introduced in 1989 under the IFAD-initiated Jahaly and Pacharr Smallholder Project as a way to address one of the critical constraints faced by the rural poor of CRD, namely, lack of access to reliable, sustainable and cost-effective credit and safe savings facilities. Indeed, The Gambia’s history of supply-led government-run rural credit had had a poor record and subsequently failed, mainly as a result of lack of transparency and response to clients’ real needs, and also due to a lack of interest of commercial banks to service the rural areas because of the high transaction costs and risks. The alternative was to adopt a mutualistic savings and credit approach at the village level, completely managed and owned by the village itself, to provide financial services in an appropriate and timely manner. The *Centre International de Développement et de Recherche*, a French NGO, was contracted to implement a three-phase microcredit scheme, including a pilot phase, consolidation and replication. By the end of 1994, several VISACAs had been created in CRD (known as the Jahaly Pacharr VISACA network) and the concept had attracted the attention of other development operators.

4. **Strategic alliances with the NGOs and expansion of the VISACA network.** At the end of the consolidation stage and with the technical support of CIDR, the VPC was created, under the ASP

cofinanced with the World Bank, as an enabling tool to facilitate and promote VISACA implementation, monitoring and auditing, and to guide and train VISACA facilitators, most of whom are NGOs.

5. The VISACA concept is currently implemented by four NGOs and the European Development Fund. The network consists of 37 VISACAs, of which 32 are operational. Aggregated savings deposits amount to USD 770 000 and aggregated loan disbursements come to almost the same amount. Loan recovery rate has so far been close to 100%.

**FIGURE 1
THE VISACA CYCLE**

